LA « GUERRE CONTRE LE TERRORISME » DES ETATS-UNIS

LA « GUERRE CONTRE LE TERRORISME » DES ETATS-UNIS

EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES
PYONGYANG, COREE
97 DU JUCHE(2008)

TABLE DES MATIERES

Avant-propos

Il y a cinq ans que les Etats-Unis ont entrepris la « guerre contre le terrorisme » à la suite de l'« incident du 11 septembre ».

Depuis, la guerre a éclaté en Afghanistan et en Iraq, deux Etats souverains. A Kaboul et à Bagdad, les palais présidentiels ont été détruits sous les coups des bombardiers « Stealth » et des missiles de croisière « Tomahawk » des Etats-Unis. A présent, ces deux pays musulmans sont pratiquement placés sous l'administration militaire imposée par les chrétiens des Etats-Unis.

L'Afghanistan sert de tremplin aux troupes américaines qui se déploient en éventail en Asie centrale et alentours, et l'Iraq, de modèle à la « démocratisation » du Moyen-Orient qui s'effectue selon les règles des dominos de l'américanisation. Les monopoles du pétrole et du matériel de guerre des Etats-Unis poussent en chœur des cris de joie.

La « guerre contre le terrorisme », entreprise par les Etats-Unis sous prétexte de « protéger la liberté et la civilisation contre la menace terroriste, dépasse ses limites pour servir à l'administration Bush de moyen stratégique dans son effort d'hégémonie mondiale

Les néoconservateurs de Washington ont profité de cette « guerre contre le terrorisme » pour définir formellement l'attaque armée préventive, le droit de tirer les premiers comme l'une des stratégies de leur pays au mépris de la Charte de l'ONU, et pour chanter en chœur devant le monde la théorie arrogante du « néo-impérialisme » selon laquelle les Etats-Unis doivent jouer le rôle d'« Empire libre ».

Les spectres de *Pax Americana* – assurer les intérêts des Etats-Unis même par la guerre lancée sous l'enseigne que « leur hégémonie favorise la paix et la sécurité du monde » – règnent sur l'humanité au début du

XXIe siècle, comme c'était le cas du temps de l'Empire romain antique et du grand Empire britannique du XVIIIe siècle.

Le monde actuel se garde du danger de la « guerre contre le terrorisme » imposée par les Etats-Unis.

1. LE « RIDEAU DE FER » DISPARU

La « guerre contre le terrorisme » de l'administration Bush, bien qu'ayant commencé avec l'« incident du 11 septembre », n'est nullement le fruit du hasard.

La guerre est le prolongement de la politique extérieure d'un pays. Comme la guerre des Etats-Unis contre le terrorisme est, de par sa nature, un prolongement de la politique d'hégémonie mondiale poursuivie par leurs gouvernants successifs, c'est le fruit de la nécessité. Les motifs de cette guerre sont là pour le prouver.

1) LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

Les Etats-Unis n'ont plus à justifier leur hégémonie mondiale

Le 5 mars 1946, à une université de Westminster, Fulton, Missouri, aux Etats-Unis, on avait décerné à Winston Churchill et à Harry Truman le titre de docteur honoris causa, et après la cérémonie, l'ex-Premier Ministre britannique avait prononcé un discours qui signalait le début de la guerre froide. Il avertit alors de la « menace » soviétique, affirmant que le « rideau de fer », sous le contrôle de l'Union soviétique, s'étendait vers les pays d'Europe de l'Est. Depuis, « protéger le monde libre de la menace soviétique et communiste » venant de derrière ce rideau a servi aux Etats-Unis, durant plus de quatre décennies de guerre

froide, de prétexte invariable à leur hégémonie mondiale.

L'existence de cet « ennemi » qu'était l'Union soviétique a fait un apport de poids à la réalisation de l'ambition d'hégémonie des Etats-Unis tout au long de la guerre froide.

En 1947, Truman, alors président des Etats-Unis, suggérant que la Grèce et la Turquie risquaient de tomber entre les mains de l'Union soviétique, a émis l'idée que la paix mondiale dépendait de la façon dont on endiguait le communisme à l'échelle mondiale.

Le magazine *US News and Wold Report*, dans son numéro du 22 septembre 2003 où fut présentée une compilation des cent documents importants qui avaient marqué l'évolution des Etats-Unis, notait :

« Le président Harry S. Truman a annoncé un principe qui allait régir la conduite du pays jusqu'à la désintégration de l'Union soviétique : "Je crois que les Etats-Unis doivent adopter la politique de soutenir les forces armées minoritaires et les libres résistants aux tentatives d'asservissement provenant de l'extérieur." »

En 1948, sur la proposition de George C. Marshall, secrétaire d'Etat de l'époque, le Congrès des Etats-Unis a adopté son plan d'aide économique destinée à la remise en état de l'infrastructure européenne après la Seconde Guerre mondiale. En 1949, a été constituée l'OTAN comprenant les pays d'Europe de l'Ouest et le Canada et placée sous l'égide des Etats-Unis.

La « doctrine de Truman », le plan d'aide économique et le traité de création d'une alliance militaire étendirent la sphère de domination politique, économique et militaire des Etats-Unis, de l'hémisphère occidental mis en contrôle par la « doctrine de Monroe » en 1823, vers l'Europe occidentale, l'Asie et l'Afrique.

Au temps de la guerre froide, l'essentiel de la stratégie nationale formulée par les Etats-Unis pour l'extension de cette sphère était d'« endiguer », à savoir, de consentir le gros des efforts d'abord pour bloquer sur tous les plans les pays socialistes, sous prétexte

de la « menace du communisme international », et, en même temps, tous les endroits du monde où le mouvement révolutionnaire prenait de l'essor.

La conférence au sommet soviéto-américaine, tenue au début de décembre 1989 sur un navire de guerre ancré au port de Marsaxlokk au sud de Malte, a marqué le début de la fin de la guerre froide.

Le premier juillet 1991, le pacte de Varsovie, adversaire de l'OTAN, a été formellement dissous, et, en décembre de la même année, l'Union soviétique, disloquée.

Les Etats-Unis, pour leur part, comme l'a fait remarquer le rapport sur la stratégie de sécurité nationale du 13 juin 1991, considérant que les deux pays ne pourraient retourner à l'état d'hostilité d'autrefois quoi qu'il arrive en Union soviétique, ont officiellement supprimé leur stratégie de blocus à l'égard de l'Union soviétique sur laquelle leur stratégie nationale reposait depuis 40 ans.

L'OTAN a perdu sa raison d'être, et les Etats-Unis n'avaient plus rien à justifier leur hégémonie mondiale. Leur argument– « protéger le monde libre » de la « menace » soviétique et communiste – est devenu nul, et la force centripète a été énormément affaiblie au sein de l'alliance impérialiste pyramidale à la remorque des Etats-Unis.

Les zones d'influence soviétique, tant convoitées depuis des décennies, se trouvaient ouvertes avec la disparition du « rideau de fer », mais les Etats-Unis n'avaient encore, jusqu'au 11 septembre 2001, aucun motif valable pour occuper ce « vide de force ».

Théorie imparfaite d'un « nouvel ordre mondial »

Depuis l'éclatement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, les Etats-Unis ont ouvertement affiché leur ambition

d'hégémonie mondiale et se sont attachés à y trouver de nouveaux prétextes.

On peut citer, entre autres, la théorie d'un « nouvel ordre mondial » initiée par George Bush senior. C'est lors de sa tournée en Europe de l'Est et dans sa *State of Union Address* de janvier 1991 qu'il en a fait mention la première fois, puis, lors d'une session conjointe du sénat et de la chambre des représentants, le 6 mars de la même année, il en a donné une explication plus détaillée, parlant de la victoire dans la guerre du Golfe.

Un monde nouveau approchait, disait-il, une nouvelle perspective s'ouvrait pour établir un « nouvel ordre mondial qui protège les faibles des forts » comme les Etats-Unis l'ont montré à travers la guerre du Golfe ; ils se devraient de faire perdurer la paix.

On entendait par là l'établissement d'un monde unipolaire axé sur les Etats-Unis devenus l'« unique superpuissance » depuis la fin de la guerre froide, à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique.

George Bush senior a profité des diverses occasions présentées pour dire que les Etats-Unis étaient aujourd'hui l'« unique superpuissance » du monde, puis que « le XXIe siècle serait aux Etats-Unis, que le monde s'attendait à leur grand leadership », et que la paix mondiale et l'ordre international seraient sauvegardés par leur force et leur rôle dirigeant.

Ce n'était qu'une théorie superficielle et ordinaire, manquant de pertinence et de rationalité sous divers aspects et soulevant de divers problèmes : le rapport entre cet ordre mondial et l'ONU, le critère de son établissement, le manque de qualités des Etats-Unis pour s'ériger en police mondiale. Proposant son projet, George Bush senior a souligné le rôle de l'ONU, mais cela voulait dire essentiellement qu'une superpuissance devait s'ériger en police mondiale pour établir un ordre mondial. En ce cas, il était bien possible que l'ONU devienne une marionnette de cette « unique

superpuissance » qu'étaient les Etats-Unis, et, évidemment, cet ordre risquait de les servir exclusivement, eux qui jugent et traitent tout problème selon leurs propres intérêts. Moralement, les Etats-Unis étaient indignes de devenir une police mondiale parce qu'ils avaient à leur actif de nombreuses guerres et interventions militaires.

Par ailleurs, ils n'avaient pas de prétexte pertinent pour l'établissement d'un « nouvel ordre mondial ». Lors de sa tournée en Asie-Pacifique au début de 1992, George Bush senior a clamé une nouvelle « menace ». Parlant d'une quelconque apparition d'un « nouveau monde libre », il a eu l'impudence de dire qu'elle se trouvait face à un nouveau défi, que les Etats-Unis, unique superpuissance, feraient tout ce qui était en leur pouvoir pour parer à cette « menace » et à ce « défi ».

Le secrétaire d'Etat à la Défense, le président du Comité des chefs d'état-major et d'autres, clamant alors une « attaque éventuelle » et une « nouvelle menace » d'on ne sait qui, ont affirmé que se préparer à y parer, c'était une tâche stratégique qui incombait aux Etats-Unis dans l'après-guerre froide. Mais cette nouvelle « menace » n'était pas évidente.

Bref, George Bush senior n'arrivait pas à formuler une politique conforme à l'établissement du « nouvel ordre mondial » dont il parlait.

Son successeur Clinton non plus n'a pu trouver de prétexte justifiable à l'hégémonie mondiale des Etats-Unis. Poursuivant l'idée de son prédécesseur sur un « nouvel ordre mondial », il a proposé, lors de son premier mandat, une stratégie de « règlement de conflits locaux », de « résolution de crises locales », révision de la stratégie de blocus vis-à-vis de l'Union soviétique soutenue durant plus de quatre décennies, puis, au cours de son deuxième mandat, une « nouvelle stratégie de blocus », imitation de celle poursuivie au temps de la guerre froide.

Intervenant militairement dans les années 1990 en Haïti, en Somalie, au Rwanda, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, les Etats-Unis ont justifié leur action par les « droits de l'homme, la démocratie et l'humanitarisme », mais ces justifications, du fait de leurs conséquences funestes, ont fait l'objet d'une accusation verte de l'opinion publique.

Dans l'après-guerre froide, les Etats-Unis ont cherché à taxer d'« ennemi » commun de l'humanité les pays qu'ils avaient désignés à leur fantaisie comme « Etats voyous », de même qu'ils l'avaient fait à l'égard de l'Allemagne fasciste au temps de la Seconde Guerre mondiale et de l'Union soviétique pendant la guerre froide, mais cela n'a fait que soulever des problèmes sérieux dans les relations internationales, loin de recevoir une approbation internationale.

Aussi, pour les Etats-Unis confrontés à une telle situation, la « guerre contre le terrorisme » devait-elle être une « occasion inespérée » pour trouver de quoi justifier leur stratégie d'hégémonie mondiale comme c'était le cas lors de la guerre froide.

2) L'« UNIQUE SUPERPUISSANCE » CONFRONTEE AUX DIVERS DEFIS

Multipolarisation et antiaméricanisme

La sérieuse crise que traversaient les Etats-Unis à la veille du XXIe siècle dans leur politique aussi intérieure qu'extérieure était aussi à l'origine de la « guerre contre le terrorisme » entreprise par leur administration.

Particulièrement, la tendance à la multipolarisation, apparue dans les relations internationales face à la tentative d'unipolarisation des

Etats-Unis, et l'antiaméricanisme rapidement monté à l'échelle mondiale, tous les deux phénomènes constatés dans l'après-guerre froide l'ont été pour beaucoup.

Historiquement, l'ordre international a été déterminé souvent par les pays vainqueurs d'une guerre, sans égard à la volonté de la majorité des nations. Au début du XIXe siècle, c'étaient les puissances ayant repoussé l'agression de Napoléon qui avaient déterminé l'ordre international de l'époque ; au XXe siècle, le règlement des problèmes internationaux a été soumis à la merci de la volonté des pays vainqueurs des deux guerres mondiales.

Dans les années 1990, les Etats-Unis, décrivant la fin de la guerre froide comme leur « victoire », ont tenté de créer un ordre international fondé sur un monde unipolaire axé sur eux, par la voie d'asservissement politique et à travers l'agression économique et militaire.

Cependant, les relations internationales n'ont pas évolué comme ils l'entendaient, mais toujours plus vers la souveraineté et la démocratisation, comme le voulaient les pays ou les nations attachés à l'indépendance et à l'égalité.

La multipolarisation en est un exemple. Elle exige, de par sa nature, que tous les problèmes de portée mondiale soient réglés, non pas selon l'ordre, la volonté ou l'arbitrage d'un pays, mais par des négociations où participent, sur un pied d'égalité, tous les pays membres de la communauté internationale. Elle s'oppose donc à l'unipolarisation préconisée par les Etats-Unis.

Le 23 avril 1997, à Moscou, a été publiée la « Déclaration commune sur la multipolarisation mondiale et l'établissement d'un nouvel ordre international entre la République Populaire de Chine et la Fédération de la Russie ». Dans ce premier document important international relatif à la multipolarisation, les deux pays, reconnaissant la fin de la guerre froide et la disparition de la bipolarité dans les relations internationales à la fin du XXe siècle,

ont déclaré qu'ils se débarrasseraient du mode de pensée du temps de la guerre froide, s'opposeraient à l'hégémonisme, au diktat, à la politique de bloc et travailleraient à promouvoir la multipolarisation mondiale. Le quotidien japonais *Nihon Keizai Shimbun*, relevant que l'hégémonisme et l'attachement au bloc indiqués par les deux pays signifiaient la diplomatie des Etats-Unis, l'expansion de l'OTAN et le renforcement du système de sécurité nippo-américain, notait que la multipolarisation était destinée à endiguer les Etats-Unis. L'idée de multipolarisation a été approuvée, officiellement ou officieusement, par la plupart des pays membres de l'ONU, y compris les pays d'Europe de l'Ouest, alliés des Etats-Unis.

Parallèlement, on tendait toujours plus à s'opposer au despotisme et aux manœuvres d'hégémonie mondiale des Etats-Unis ; à preuve, la multiplication continue des attentats contre les Etats-Unis. Selon *Pattern of Global Terrorism 2000*, rapport annuel du département d'Etat des Etats-Unis, daté du 30 avril 2001, « en 2000, il y a eu 423 attentats terroristes internationaux », dont 200 visaient les Etats-Unis.

Si, depuis les années 1970, on avait assisté à des kidnappings ou à des tentatives d'assassinat contre des Américains particuliers, dès le début des années 1980, on se mit à lancer des attentats contre leurs ambassades et autres établissements, et surtout les attentats suicides en voiture se sont multipliés.

En avril 1983, un attentat suicide à la bombe contre l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth a fait 49 morts et 120 blessés, le premier du genre contre les Etats-Unis, suivi d'autres contre leurs installations et leur personnel. Si jusqu'au début des années 1990 ce genre d'attentats avaient été constatés pour la plupart à l'extérieur du pays, ils l'avaient été aussi à l'intérieur depuis l'attentat à la bombe contre World Trade Centre à New York en 1993 – six morts et un millier de blessés.

Par la suite, des attentats contre les Etats-Unis se sont produits chaque année.

En novembre 1995, un attentat à la bombe contre un centre d'entraînement des troupes américaines à Riyad, en Arabie Saoudite, suivi, en juin de l'année suivante, dans ce même pays, d'un autre contre l'une de leurs casernes qui a fait 19 morts et plus de 400 blessés. En 1995, le bâtiment fédéral d'Oklahoma aussi a été attaqué à la bombe.

En août 1998, on a constaté les attentats à la bombe lancés au même moment contre les ambassades des Etats-Unis au Kenya et en Tanzanie, et une attaque suicide a été lancée, en octobre 2000, contre un destroyer américain à l'ancre dans le port d'Aden au Yémen, faisant 17 morts et 39 blessés.

Tous ces incidents ont été montés par des islamistes extrémistes, et innombrables sont ceux qui ont été ratés. L'antiaméricanisme du monde islamique a été motivé par la conduite impudente des Etats-Unis dans cette région dans l'après-guerre froide : la guerre du Golfe qu'ils avaient entreprise contre l'Iraq et la présence de leurs soldats hérétiques en Arabie Saoudite et autres pays islamiques.

Comme ils voulaient contrer la multipolarisation des relations internationales qui avançait contrairement à leur ambition d'unipolarisation et la tendance toujours croissante à l'antiaméricanisme, il leur fallait produire un incident qui leur permette d'induire l'opinion intérieure et extérieure en erreur et de bouleverser la sphère d'influence politique mondiale.

Défection de James Jeffords et dépression économique

En janvier 2001, alors que les Etats-Unis se trouvaient, extérieurement, confrontés à un grand défi politique, leur 43e président, G.W. Bush junior est entré en fonction et est tombé, intérieurement, dans une situation critique.

Bien qu'ayant obtenu, le 7 novembre 2000, aux élections primaires lors de l'élection présidentielle, moins de 337 000 voix que Al Gore, candidat démocrate, il avait pu être élu président grâce à l'immensité de la somme versée en tirant profit de l'irrationalité du système électoral des Etats-Unis.

Au départ, il a promis une coopération étroite avec le parti démocrate, mais il n'a pas tardé à révéler son vrai visage : il a rejeté cette promesse et a commencé à conduire arbitrairement, usant de diktat. Cela a provoqué une réaction violente tant au sein de son parti que du parti démocrate.

Les modérés du parti républicain s'opposaient à Bush qui jouissait du soutien de ses durs en matière de fiscalité et de missiles. L'un d'eux, James Jeffords, originaire de Vermont et député au sénat depuis 1988, en signe de protestation contre la politique de Bush, a proclamé le 24 mai 2001 sa défection pour devenir indépendant. L'action a eu pour effet la « mutation tectonique » au milieu politique des Etats-Unis.

A la suite de l'élection présidentielle de 2000, les deux partis avaient chacun 50 sièges au sénat. La défection de James Jeffords a détruit cet équilibre, c'est-à-dire 50 sièges au parti démocrate contre 49 au parti républicain : celui-ci a perdu son contrôle au sénat et la présidence des principales commissions du sénat ; au contraire, le parti démocrate y est devenu majoritaire. Pour la première foi dans l'histoire des Etats-Unis, disait-on, un parti a acquis le contrôle du sénat grâce à un facteur autre que les élections. Bref, Bush devait avoir de la difficulté à légaliser ses principales mesures politiques et à désigner les principaux fonctionnaires et les juges fédéraux, et le parti démocrate, qui restait sur la défensive depuis l'apparition de l'administration Bush, a pris le sénat en charge et s'est mis à la contre-offensive politique.

La sérieuse crise politique s'accompagnait de l'aggravation de la situation économique. L'économie des Etats-Unis qui était

depuis 1992 en hausse, la plus longue période depuis la Seconde Guerre mondiale, s'est mise à chuter autour de la prise de fonction de Bush pour tomber en dépression en mars 2001, deux mois après l'entrée en fonction de son administration.

Le département du Commerce des Etats-Unis a affirmé que, au troisième trimestre, l'économie avait connu la régression la plus élevée depuis le premier trimestre de 1991.

La crise politique et économique intérieure poussait l'administration Bush à trouver une issue dans la guerre.

« Second Pearl Harbor »

Le 11 septembre 2001, alors que Bush visitait une école primaire de Floride, le motif d'une telle guerre s'est produit aux Etats-Unis.

En ce moment-là, contre le World Trade Centre à New York et, simultanément, contre le siège du Pentagone, des attentats suicides se sont produits avec quatre Boeing appartenant à United Airlines et à American Airlines détournés par des individus suspects.

Selon *Global War on Terrorism* : *the First 100 Days*, rapport d'enquête publié le 20 décembre 2001 par les Etats-Unis, l'incident a fait plus de 3 000 morts ou disparus, incident d'une dimension incomparable à l'attentat à la bombe de 1995 contre le bâtiment fédéral d'Oklahoma – 168 morts –, considéré jusque-là comme la plus grande tragédie aux Etats-Unis, mais comparable à l'attaque surprise du Japon contre Pearl Harbor lors de la Seconde Guerre mondiale.

On suspectait Oussama Ben Laden, manipulateur des islamistes extrémistes, d'avoir tiré les ficelles dans la provocation de cette « catastrophe nationale la plus importante » depuis la guerre de sécession aux Etats-Unis, « second Pearl Harbor ». Un rapport du département d'Etat des Etats-Unis sur les actes terroristes publié en 2001 notait que 19 coupables étaient membres de l'« Al-

Qaeda » de Ben Laden. Le 11 novembre 2001, un journal britannique, *Sunday Telegraph*, a rapporté, avec une photo de Ben Laden prise dans une montagne d'Afghanistan, que Ben Laden avait reconnu pour la première fois que son réseau Al-Qaeda avait monté l'« incident du 11 septembre ».

L'« incident du 11 septembre » était une riposte portée à la tentative d'unipolarisation du monde des Etats-Unis.

Dès son entrée en fonction, l'administration Bush a désapprouvé officiellement et successivement les obligations internationales que ses prédécesseurs avaient contractées devant la communauté internationale, puis, elle a durci sa politique diplomatique, en l'axant strictement sur l'égocentrisme américain. Tout en mettant au premier plan l'« attachement à leurs intérêts », les Etats-Unis se sont abstenus des démarches diplomatiques en faveur de la paix au Moyen-Orient et, malgré la gravité croissante de la tension dans cette région, ont refusé d'offrir leur médiation équitable pour y trouver une solution. Invariablement, ils se sont montrés rigides à l'égard de la Palestine, tandis qu'ils disaient ne pouvoir tolérer des accusations contre Israël, allant jusqu'à boycotter la conférence mondiale contre le racisme tenue à Durban, en Afrique du Sud. Cette politique favorable à l'Israël a avivé chez les Arabes l'antiaméricanisme dont l'expression extrême a été l'« incident du 11 septembre ». C'était donc, selon les médias étrangers, une riposte au « terrorisme financier » poursuivi par les Etats-Unis à l'échelle mondiale.

« Cet incident est non pas le fruit du hasard, mais celui de la nécessité.

« Entre 1999 et 2001, grâce à leur "emprise fondée sur un monde unipolaire" et à leur "renaissance", les Etats-Unis ont pu connaître une prospérité incessante. Leur suprématie militaire et un progrès rapide de la nouvelle économie fondée sur les réalisations scientifiques et techniques de pointe en étaient à l'origine. A leurs yeux, le "critère du monde entier" est "celui qu'ils établissaient".

Tout cela leur a permis de mettre le plus longtemps après la guerre froide à étendre son économie.

« Mais, leur règne sur un monde unipolaire est arrivé au point de son extinction.

« Primo, leur haute technologie n'est plus qu'un mythe.

« Secundo, leur expansion économique la plus longue d'après la guerre est arrivée à ses limites.

« Sous l'effet de ces circonstances, plusieurs attentats terroristes se sont produits presque simultanément aux Etats-Unis. » (*Economist*, revue hebdomadaire japonaise, le 25 septembre 2001.)

« Washington, centre de la politique mondiale, et New York, centre de l'économie mondiale, ont fait en même temps l'objet du terrorisme, et même le siège du Pentagone en a été une cible. Ces attentats pourraient être considérés comme le symbole de l'opposition au "monde unipolaire" fondé sur la concentration extrême de la politique et de l'économie aux Etats-Unis. » (*Nihon Keizai Shimbun*, le 12 septembre 2001.)

2. L’AMBITION D’HEGEMONIE MONDIALE REVELEE

L’administration Bush a profité de l’« incident du 11 septembre » pour entreprendre une guerre insensée contre le terrorisme un peu partout dans le monde, au lieu d’en tirer une sérieuse leçon.

Cette guerre est essentiellement différente des opérations antiterroristes particulières d’autrefois. Elle fait partie de la politique et de la stratégie d’hégémonie mondiale des Etats-Unis.

1) LA SECONDE « GUERRE FROIDE » INAUGUREE

Ennemi de la civilisation humaine

Historiquement, les tentatives d’hégémonie mondiale des Etats-Unis se caractérisent essentiellement par la formulation d’une politique extérieure fondée sur la définition de l’« ennemi commun » de l’humanité et la prise de contre-mesures et par l’établissement d’un certain ordre favorable à leurs intérêts politiques et économiques.

L’« ennemi commun » était, lors de la Seconde Guerre mondiale, l’Allemagne fasciste, lors de la guerre froide, l’Union soviétique et, dans l’après-guerre froide, les « Etats voyous ».

Si les deux premiers ennemis avaient fait des Etats-Unis le chef de l’impérialisme mondial et l’« unique superpuissance » du monde, il n’en était pas ainsi dans l’après-guerre froide ; tout ne s’est pas passé comme ils l’entendaient.

Les Etats-Unis ont arbitrairement taxé de voyous les pays qui s'opposaient farouchement à leur despotisme pour défendre leur souveraineté et leur dignité, tout d'abord parce qu'ils développent le nucléaire, des armes biochimiques et des missiles, et « soutiennent le terrorisme ». Mais ces arguments n'ont fait que susciter des réactions, loin de jouir de l'approbation et de la reconnaissance internationales. Ainsi, le 19 juin 2000, le porte-parole du département d'Etat des Etats-Unis, Richard A. Boucher, a dû officiellement remplacer le mot « Etat voyou », appliqué jusque-là sur sept pays, dont la RPDC, par un autre.

Ce mot a été repris par George Bush junior en 2001, mais il ne pouvait servir aux Etats-Unis de prétexte pour leur hégémonie mondiale. Le premier mai 2001 par exemple, Bush a formellement annoncé que la mise en place du système de défense antimissile avait pour but de « protéger » les Etats-Unis et leurs pays amis des attaques éventuelles par missiles des « Etats voyous », mais cette déclaration n'a fait que soulever de vives protestations et accusations à l'échelle mondiale.

Ainsi, à peine l'« incident du 11 septembre » s'était-il produit que les Etats-Unis ont défini le « terrorisme » comme l'«ennemi commun de l'humanité » au même niveau que le nazisme du XXe siècle et se sont mis à la tête de la « guerre contre le terrorisme dont, disaient-ils, dépendait le sort du monde.

En ce qui concerne cet incident, dans sa déclaration publiée le 11 septembre 2001 à l'adresse du peuple américain, Bush a affirmé que « notre vie aspirant à la liberté se trouvait menacée », que, si les Etats-Unis avaient fait l'objet de l'attentat terroriste, c'est qu'ils avaient donné la lumière à la liberté, et que les Etats-Unis et leurs alliés se trouvaient unis grâce à ceux qui désiraient la paix et la liberté et qu'à l'avenir aussi comme par le passé les Etats-Unis travailleraient à défendre la liberté, la justice et le monde entier.

Le lendemain, Bush a préconisé que l'« incident du 11

septembre » avait été l'attentat contre la liberté et la démocratie, que les ennemis n'avaient pas attaqué seulement le peuple américain mais tous ceux qui sont attachés à la liberté.

Le 20 septembre 2001, à l'assemblée plénière du sénat et de la chambre des représentants, il s'est adressé au peuple. Le 11 septembre, disait-il, l'« ennemi de la liberté » a commis un acte de guerre contre les Etats-Unis, et la « guerre contre le terrorisme » est une guerre entre la liberté et la terreur, entre la justice et la férocité, dont dépend non seulement la liberté des Etats-Unis, mais aussi le sort du monde.

Le secrétaire d'Etat Powell a décrit l'« incident du 11 septembre » comme une « guerre contre la civilisation, et non contre les Etats-Unis ».

Cent jours après l'incident, le 20 décembre 2001, les Etats-Unis ont publié un rapport d'enquête sur des actes terroristes, *Global War on Terrorism* : *the First 100 Days*, où ils définissaient nettement le terrorisme comme l'« ennemi » à anéantir. Le quotidien japonais, *Sankei Shimbun*, a commenté, dans son édition du 23 décembre 2001, que, du moment que les Etats-Unis avaient défini le terrorisme comme l'ennemi de la liberté, on pouvait voir qu'ils étaient déterminés à mobiliser toutes leurs forces au même niveau que pendant la Seconde Guerre mondiale menée contre l'Allemagne.

Le journal russe *Izbestzia*, le 4 mai 2003, a relevé que les Etats-Unis, mettant le terrorisme dans la même catégorie que le communisme et le fascisme, le considéraient comme une force cherchant à détruire le « monde civilisé ». Le journal ajoutait que, si Reagan avait tenu le communisme pour son ennemi, et Roosevelt, le fascisme, Bush s'en prenait au terrorisme et que, si, à l'époque de la guerre froide, les Etats-Unis avaient considéré comme leur « mission de dirigeants du monde de libérer l'humanité du communisme», à l'heure actuelle, ils se proposaient comme nouvelle mission historique de protéger la civilisation de

l'extrémisme islamique et du terrorisme international.

Si l'administration Bush a défini le terrorisme comme l'« ennemi commun de l'humanité », c'est d'abord que le terrorisme sert de prétexte, plus favorable que les « Etats voyous », à axer sur les Etats-Unis la structure politique internationale en voie de multipolarisation. C'est ensuite que le terrorisme facilite aux Etats-Unis plus que les « Etats voyous » l'emploi de tous les moyens, légaux ou illégaux, y compris le potentiel militaire, dans la réalisation de leur stratégie et, en même temps, ne soulève pas de sérieux problèmes dans les rapports internationaux.

Le directeur de l'International Institute for Strategic Studies à Londres, John Chipman, a affirmé qu'une nouvelle ère stratégique était venue, et d'ajouter que l'ennemi des Etats-Unis qu'était l'Union soviétique avait été remplacé par une nouvelle notion, dite terrorisme international, que ce remplacement pourrait être à l'origine de l'établissement de nouveaux rapports ou même de la mise sur pied d'une nouvelle alliance, que tout cela pourrait perdurer.

Ce dessein stratégique de l'administration Bush a été révélé dans les moindres détails par le processus de la « guerre contre le terrorisme » qu'elle avait menée depuis l'« incident du 11 septembre ».

Le directeur général de l'ISI (Inter-Service Intelligence) du Pakistan, parlant du comportement des Etats-Unis d'après le 11 septembre, a fait remarquer : « Les Etats-Unis règlent cet incident en conformité avec leurs propres intérêts stratégiques. Cela fait partie de leur stratagème d'établissement de leur règne sur le XXIe siècle. »

« Axe du mal »

Dans sa *State of the Union Address* prononcée à une session du Congrès le 29 janvier 2002, Bush a défini que la RPDC, l'Iran

et l'Iraq constituaient l'« axe du mal ».

« Ces pays et leurs alliés terroristes, dit-il, constituent l'axe du mal et s'arment pour menacer la paix mondiale. Ils tentent d'obtenir des engins de destruction massive, créant un danger toujours plus grand et grave. En fournissant de telles armes aux terroristes, ces pays peuvent leur offrir des moyens correspondants à leur haine. Ils risquent d'attaquer nos alliés ou de menacer les Etats-Unis. En tout cas, l'effet de l'indifférence serait catastrophique. »

Ce sophisme de l'« axe du mal » visait à trouver un prétexte pour réaliser la stratégie d'hégémonie mondiale des Etats-Unis au nom de la « guerre contre le terrorisme ».

Dans l'expression « axe du mal », « axe » a été emprunté au mot « pays de l'Axe » employé à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, et « mal », au mot « empire du mal » lancé par le président des Etats-Unis Reagan, à l'époque de la guerre froide, pour dénigrer l'Union soviétique.

Si Bush a défini que la RPDC, l'Iran et l'Iraq constituaient l'« axe du mal », c'est qu'il voulait comparer ces pays à l'Allemagne, à l'Italie et au Japon, pays de l'« Axe » à l'époque de la Seconde Guerre mondiale ; c'était une « initiative trop simple ». (*Sekai Shuho*, revue japonaise, le 26 février 2002.)

Les médias étrangers ont relevé que ces trois pays n'avaient aucun point commun indispensable pour former un « axe ».

La revue américaine *Time* du 11 février 2002, en affirmant que l'expression « axe du mal » causait un malentendu, a fait remarquer que les trois pays désignés par Bush n'étaient pas liés par un partenariat et que, par ailleurs, il n'y avait pas, entre l'arme de destruction massive et le terrorisme, de relation d'une évidence telle que Bush avait mentionnée.

Or, que voulait Bush en définissant l'« axe du mal » ? A l'époque, les Etats-Unis cherchaient à mettre fin à la guerre d'Afghanistan, d'une part, et, d'autre part, à étendre et à prolonger

la « guerre contre le terrorisme ». L'important en était de définir la cible suivante. Ils étendaient alors leur « guerre contre le terrorisme » vers les Philippines et d'autres pays sous prétexte d'anéantir les groupes terroristes censés être liés à « Al-Qaeda », mais ce n'étaient pas de cibles qui conviennent à leur stratégie, c'est-à-dire qu'elles n'offraient pas, du point de vue de géopolitique et de potentiel militaire, des conditions qui puissent leur permettre d'étendre leur guerre à l'échelle mondiale.

Aussi a-t-il eu l'idée de désigner la RPDC, l'Iran et l'Iraq comme pays de l'« axe du mal » qui rappelait l'antagonisme du temps de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide et de lancer une guerre contre le terrorisme, contre eux, un prétexte pour mettre en place une structure politique mondiale placée sous l'égide des Etats-Unis.

Ainsi les Etats-Unis ont-ils désigné l'Iraq comme cible à attaquer après l'Afghanistan et sont-ils entrés dans la phase suivante de la « guerre contre le terrorisme ».

Le magazine japonais *Sekai Shuho*, en commentant la déclaration de Bush au sujet de l'« axe du mal », rapportait qu'il s'agissait évidemment de faire comprendre profondément aux Américains que les trois pays en question étaient à attaquer après l'Afghanistan et de leur donner une conscience de l'état de crise tel que la lutte du monde civilisé se poursuit toujours.

Après la guerre d'Iraq, la « guerre contre le terrorisme », entreprise selon le sophisme de l'« axe du mal » émis par Bush, se poursuit avec pour cibles l'Iran et la RPDC.

La « guerre contre le terrorisme » est une politique

Jusqu'ici, la lutte des Etats-Unis contre le terrorisme, opérations d'une dimension limitée, visait à protéger les sujets particuliers des

attentats de groupes terroristes désignés. L'administration des Etats-Unis en a confié le commandement au FBI (Federal Bureau of Investigation), en le chargeant de prévenir et de dénoncer toutes activités terroristes à l'intérieur du pays.

Au milieu des années 1990, à partir de la prise de conscience de la nécessité d'une coopération étroite entre les organes du gouvernement, l'administration Clinton avait soumis au Congrès un projet de loi sur les mesures antiterroristes globales qui, pourtant, n'avait non plus pu définir la « lutte contre le terrorisme » comme l'orientation générale de sa politique, parce que traitant des problèmes techniques, entre autres, du renforcement des attributions de l'organe du gouvernement fédéral chargé de l'enquête, du contrôle et de l'expulsion des coupables dangereux du pays, ainsi que de la non-légalisation du transfert des matières nucléaires à usage non pacifique.

Cependant, après l'« incident du 11 septembre », l'administration Bush a défini la « lutte contre le terrorisme » comme une guerre, à laquelle elle subordonne sa politique intérieure et extérieure, sa stratégie et ses tactiques.

Le lendemain de l'incident, le 12 septembre 2001, Bush a convoqué à la Maison Blanche une session pour la sécurité face aux attentats terroristes, à l'issue de laquelle il a formellement défini l'« incident du 11 septembre » comme un attentat terroriste, voire un « acte de guerre ».

Le 17 septembre 2001, à une session du cabinet de guerre ouverte à 9 h 30, il a proclamé : « La guerre contre le terrorisme commence aujourd'hui. »

A cette guerre sont mobilisées à long terme toutes les forces d'enquête, dont la CIA et le FBI, les forces armées régulières, soit les armées de terre, de mer et de l'air et l'infanterie de marine, y compris jusqu'aux réservistes, de même que participent tous les organes du gouvernement, tels que les départements des Finances et de la Justice. Toute la politique intérieure et extérieure des

Etats-Unis tend à l'« antiterrorisme ». Au budget du gouvernement, la dépense destinée à la « guerre contre le terrorisme » a augmenté, les attributions de la CIA ont été considérablement étendues, et le gouvernement a été réorganisé avec un appareil de la plus grande dimension depuis la fin de la guerre froide.

Sur l'initiative de Bush – dans son discours télévisé prononcé le 6 juin 2002 –, a été mis sur pied, le premier mars 2003, le département de la Sécurité intérieure, appareil confédéral spécialisé dans les opérations antiterroristes, par la fusion de 20 agences fédérales. La création de cet appareil – avec un personnel de 170 000 et un budget de 36 milliards de USD – a été la réorganisation gouvernementale de la plus grande envergure qui soit depuis la mise sur pied, dans le années 1940, par Truman, du département de la Défense et du Conseil de sécurité nationale pour gagner la guerre froide.

Les Etats-Unis ont réexaminé leurs stratégies ou en ont élaboré de nouvelles, en perspective de leur « guerre contre le terrorisme ».

Le département de la Défense, dans son rapport quadriennal sur le réexamen de la politique de défense nationale présenté au Congrès le lendemain de l'« incident du 11 septembre », a officiellement renoncé à la stratégie gagnant-gagnant des années 1990 et défini la défense du territoire proprement dit des Etats-Unis comme tâche primordiale de l'armée. En 2002, dans un autre rapport sur le réexamen de la politique nucléaire soumis au Congrès, la *Ternary Nuclear Strategy* et la stratégie de dissuasion nucléaire ont été modifiées pour justifier l'attaque nucléaire préventive. Vers la fin de la même année, en guise du document stratégique de 1993, un « plan stratégique face aux engins de destruction massive » a été présenté au Congrès, permettant l'emploi de tous les moyens, armes nucléaires y comprises, dans la « guerre contre le terrorisme ».

Le 16 juillet 2002, l'administration Bush a soumis au Congrès

la « stratégie nationale pour la défense du territoire proprement dit », la première du genre dans l'histoire des Etats-Unis.

La Maison Blanche a publié, le 20 septembre 2002, *The National Security Strategy of United States of America* qui annonçait formellement l'adoption de l'attaque préventive pour une stratégie nationale en vue de « neutraliser les armes de destruction massive avant que la menace venant de leur emploi ne devienne réalité ».

Tous ces agissements des Etats-Unis évoquaient l'époque de la guerre froide. En réalité, Rumsfeld a lui-même défini que la « guerre contre le terrorisme » prendrait l'aspect de la guerre froide.

Le journal britannique *Sunday Telegraph*, dans son numéro du 30 septembre 2001, relevant que la « guerre contre le terrorisme » était, pour dire brièvement, une nouvelle guerre froide, a noté qu'elle deviendrait un nouveau principe d'organisation et que tous les domaines de la diplomatie des Etats-Unis s'arrangeraient rapidement et nettement autour de ce noyau. Et de poursuivre qu'un tel principe n'avait jamais apparu durant les dix dernières années et que la « guerre contre le terrorisme » impressionnerait autant que la guerre froide les gens du peuple, les diplomates et les hommes politiques.

Un analyste du Brookings Institution à Washington a observé qu'on avait eu raison de comparer la « guerre contre le terrorisme » à une guerre froide, d'après la dimension qu'elle prendrait et le rôle qu'elle jouerait dans la modification de la politique extérieure, et que, une fois définie par l'administration américaine comme sa première pour les quatre années à venir, elle aurait une signification aussi grande que la guerre froide. L'année 2004 est justement sa quatrième année.

Le journal russe *Nezavissimoe Voennoe Obozrenie* a relaté :

« La guerre contre le terrorisme lancée par les Etats-Unis, à la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York et à Washington, a exercé une très grande influence sur leur politique intérieure et extérieure.

« Le contre-terrorisme est devenu l'objectif prioritaire de leur politique. Anéantir les organisations terroristes du monde entier qui deviennent une menace pour les Etats-Unis, c'est l'essentiel de leur stratégie.

« Désormais, la politique économique, militaire, intérieure et extérieure des Etats-Unis devrait y être subordonnée.

« A analyser les documents officiels de l'actuelle administration américaine et les mesures qu'elle a prises, on peut en conclure que les Etats-Unis ont défini un nouveau principe stratégique.

« Le principe de Bush vise à préserver et à consolider la position des Etats-Unis, l'unique supergrand sans rival de la même puissance, dans les relations internationales du XXIe siècle. »

2) LA STRATEGIE « RIPPLES »

Période prolongée

Le 14 septembre 2001, dans sa conversation téléphonique avec le Premier Ministre britannique Blair, Bush a expliqué son projet de « guerre contre le terrorisme », l'appelant stratégie « Ripples».

Selon lui, cette guerre devra s'étendre comme les ondes concentriques produites par une pierre jetée dans l'eau.

Cela signifie que, en lançant cette guerre, il a projeté, non pas de la limiter à une simple attaque en représailles à l'« incident du 11 septembre », mais de la prolonger jusqu'à atteindre l'objectif stratégique des Etats-Unis–réaliser leur hégémonie mondiale au XXIe siècle.

Le 20 septembre 2001, dans son discours prononcé à une session plénière des deux Chambres du Congrès, il a réaffirmé que la guerre contre le terrorisme ne se terminerait pas simplement par

des représailles ni par des raids sporadiques. Et il a ajouté qu'il ne fallait pas penser que les Etats-Unis la termineraient par une seule bataille et qu'elle deviendrait une suite d'opérations prolongée, une guerre d'une durée sans précédent.

Peu après l'« incident du 11 septembre », Cheney et Rumsfeld ont déclaré que la guerre contre le terrorisme serait une guerre prolongée qui demanderait non pas quelques jours, mais quelques années, et Wolfowitz a officiellement proféré que les Etats-Unis la prolongeraient sans cesse.

Le *Times* de Londres, le 20 septembre 2001, a rapporté que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne envisageaient une guerre de dix ans contre le terrorisme, l'opération « Noble Eagle ».

Le 18 octobre 2001, John Chipman, directeur de l'International Institute for Strategic Studies à Londres, a affirmé que le moment viendrait bientôt où la guerre contre le terrorisme fera partie des affaires ordinaires, d'une structure nouvelle de relations internationales et que l'une de ses caractéristiques était qu'elle ne serait sûrement victorieuse que grâce à un effort de longue durée comme c'était le cas de la guerre froide.

Il est prévu que cette « guerre contre le terrorisme » des Etats-Unis, entrée dans sa quatrième année, se prolongera encore.

Dans *Weekly Radio Address* du 23 août 2003, Bush a fait remarquer que la « lutte contre les terroristes qui avaient déclaré la guerre contre l'Etat et le peuple libres » serait prolongée sans discontinuer ; et dans son rapport *Guerre contre le terrorisme*, présenté au Congrès le 19 septembre de la même année, il a dit que le délai de prolongation était incertain et que la sphère et le délai de déploiement des troupes américaines étaient imprévisibles.

Ben Laden et Omar, premières cibles désignées par les Etats-Unis dans leur « guerre contre le terrorisme », n'ont pas encore été capturés ni tués. Et pour diverses raisons. Les Etats-Unis remettent intentionnellement leur capture à plus tard, cherchant à

prolonger leur « guerre contre le terrorisme ».

A la veille de la guerre en Afghanistan, les Etats-Unis avaient catégoriquement affirmé avoir localisé Ben Laden et Omar, mais, une fois entrés en opérations, ils paraissaient l'avoir oublié.

S'ils avaient pris la décision de les supprimer, leurs troupes auraient dû, lors des premiers raids aériens, attaquer la résidence d'Omar, la villa à Kandahar, mais elles ne l'ont fait qu'après son départ, ne provoquant la mort que de sa famille.

Il est étrange que, bien que le 8 octobre 2001 la CIA, à la poursuite, au départ de Omar de sa villa, de son convoi de voitures, l'eût vu entrer dans un édifice de la banlieue de Kaboul et eût demandé au QG du *Central Command*, en Floride, de l'attaquer, le commandant en chef ne se soit pas conduit en conséquence. Par contre, il avait ordonné d'attaquer des voitures stationnées au lieu du bâtiment, parce que, selon lui, il était illégal de le frapper à coup de missile, parce qu'il ne figurait pas sur la liste des cibles des troupes américaines. Ainsi, dès que les voitures ont été frappées, Omar a-t-il pu sortir de l'édifice et trouver refuge avant l'attaque aérienne générale.

Vers la fin de la guerre en Afghanistan, les Etats-Unis ne portaient pas une attention particulière à Ben Laden. Lors d'une conférence de presse, le chef adjoint du service d'opérations de leur Comité des chefs d'état-major a déclaré que les troupes américaines ne suivaient plus les informations recueillies à propos des abris de Ben Laden et autres et qu'on n'en parlait pas publiquement.

Dans son entrevue publiée dans l'édition du 30 décembre 2002 de la revue *US News and World Report*, Bush a affirmé que la guerre contre le terrorisme comptait le plus dans sa politique pour 2003 parce que « Al-Qaeda » agissait dans 40 à 60 pays, ce qui a été, quelques mois plus tard, à l'origine de la guerre d'Iraq qui a entraîné, dans ce grand pays producteur de pétrole, la disparition du régime de Hussein hostile aux Etats-Unis et l'apparition de

résistants antiaméricains venus d'autres pays islamiques après le conflit. Ainsi des membres de « Al-Qaeda » sont-ils apparu pour la première fois en Iraq, disait-on. En d'autres termes, la « guerre contre le terrorisme » des Etats-Unis a entraîné l'élargissement de la sphère d'action du réseau de « Al-Qaeda » de Ben Laden. Les Etats-Unis prolongent cette guerre à la poursuite de membres de ce réseau dispersés un peu partout dans le monde, fuyant leur chasse.

Aussi n'est-il pas complètement exclu que la présence de Ben Laden, la « cible de la guerre contre le terrorisme », puisse convenir à la stratégie de longue durée des Etats-Unis.

Dimension globale

Dès le jour même de l'« incident du 11 septembre », Bush a envisagé d'étendre la guerre contre le terrorisme à l'échelle mondiale. Au soir de l'attentat, il a écrit dans son journal que l'incident de Pearl Harbor du XXIe siècle s'était produit et qu'il espérait qu'il donnerait l'occasion d'unir le monde entier pour riposter au terrorisme.

Il étendait déjà rapidement les activités antiterroristes des Etats-Unis vers quatre-vingts pays, une sphère très étonnante, comme on peut le voir par un plan top secret *Worldwide Attack Matrix* annoncé le 15 septembre 2001 par Tenet, alors directeur de la CIA. (*Bush at War*.)

La « guerre contre le terrorisme » des Etats-Unis ne se limite pas à des groupes particuliers, mais vise tous les pays qu'ils considèrent comme des obstacles à la réalisation de leur hégémonie mondiale.

Elle s'est déroulée en deux étapes. Dans la première – de l'« incident du 11 septembre » aux premiers jours de mars 2002 –, elle visait à anéantir les groupes particuliers tels que « Al-Qaeda »,

les talibans et le groupe « Abu Sayyaf», essentiellement par la guerre d'Afghanistan.

Dans cette période, les Etats-Unis ont renversé le régime des talibans en Afghanistan, en étendant la « guerre contre le terrorisme », entre autres, vers les Philippines, le Yémen et la Géorgie comme ils l'entendaient.

Aux Philippines, les troupes américaines se sont livrées à la manœuvre conjointe *Balikatan 02-1* contre le terrorisme durant six mois à partir du 31 janvier 2002, et par la suite elles ont lancé d'autres exercices militaires conjoints jusqu'à la fin de 2002. La cible en a été le groupe « Abu Sayyaf », force armée antigouvernementale de 3 000 hommes lourdement armés, qui, en liaison avec « Al-Qaeda », détenait alors un couple d'Américains en otage.

Au Yémen, le 12 mars 2002, à la « demande » du gouvernement de ce pays, l'avant-garde d'une unité spéciale de l'armée américaine a été débarquée pour entraîner l'armée yéménite à traquer les membres de « Al-Qaeda » dissimulés dans ce pays et lui fournir des armes.

En avril 2002, Bush a entrepris le déploiement de forces spéciales en Géorgie sous prétexte d'« entraîner l'armée géorgienne à mener des activités antiterroristes dans la vallée de Pankisky », étendant ainsi formellement sa « guerre contre le terrorisme ».

Dans la deuxième étape – de la mi-mars 2002 au mois d'octobre 2003 –, la « guerre contre le terrorisme » des Etats-Unis visait les « pays soutenant le terrorisme », autant que des groupes particuliers.

Le 15 mars 2002, Bush a officiellement affirmé que les Etats-Unis, ayant conclu la première étape de leur guerre contre le terrorisme, entraient dans sa deuxième étape.

Il a déclaré que, dans cette phase, la guerre contre le terrorisme des Etats-Unis consisterait à empêcher d'offrir aux terroristes asiles, refuges et lieux de réorganisation, ainsi que tout patronage étatique, et qu'elle serait une « campagne inlassable et sans merci ».

A cette étape, il a déployé ses troupes jusqu'à Djibouti en Afrique et s'est livré fiévreusement à des manœuvres de guerre contre les pays qu'il avait classés parmi les constituants de l'« axe du mal ». L'Iraq en a été la première victime. Mais, même longtemps après la « fin » de la guerre dans ce pays, les Etats-Unis ne parviennent toujours pas à y trouver la preuve de ce qu'ils avaient prétexté, celle du « développement d'armes de destruction massive en Iraq ».

Le 2 octobre 2003, David Kay, conseiller de la CIA qui avait conduit en Iraq le groupe d'inspecteurs d'armes, composé de 1 200 hommes, a avoué à des journalistes : « Jusqu'à présent nous ne sommes pas parvenus à trouver de telles armes. »

Solution globale

La « guerre contre le terrorisme » permet, en fait, aux Etats-Unis de mettre à profit, à leur gré et sans aucune restriction, l'ensemble des moyens qu'ils puissent employer pour la réalisation de leur ambition d'hégémonie mondiale au XXIe siècle.

Le 29 septembre 2001, dans sa *Weekly Radio Address*, Bush a fait remarquer que, comme la guerre contre le terrorisme était différente des guerres d'autrefois, le gouvernement devrait y employer tous les moyens possibles, militaires, diplomatiques, financiers et juridiques, pour en sortir victorieux, c'est-à-dire qu'il mobiliserait tout le potentiel du pays – militaire, politique, diplomatique et opérationnel – comme au temps de la guerre froide.

L'emploi déclaré des forces armées contre les Etats souverains en est le premier moyen majeur. La guerre d'Afghanistan et celle d'Iraq en sont des exemples représentatifs.

La guerre d'Afghanistan, baptisée opération « Enduring Freedom », a éclaté le 7 octobre 2001, vers 21 h. Les Etats-Unis

ont instigué l'Alliance du Nord, forces hostiles aux talibans, à prendre la ville de Mazar-e Sharif, le 10 novembre 2001, et puis à contrôler Kaboul, le 13 novembre. Ainsi, le 10 décembre, tout le territoire afghan était tombé entres les mains des Etats-Unis. Le 22 décembre, un terme a été mis au régime des talibans.

A travers la guerre d'Afghanistan, les Etats-Unis ne voulaient pas seulement capturer Ben Laden ou user de représailles contre le terrorisme, mais mettre l'Afghanistan sous leur emprise prolongée et prendre pied en Asie centrale, zone de ressources stratégiques. Concrètement, ils visaient :

Primo, à s'assurer un tremplin stratégique pour endiguer la Chine et la Russie, à encercler et à surveiller l'Iran ;

Secundo, à y préparer des moyens militaires susceptibles de contrôler sûrement, sur place, les deux grandes zones pétrolifères du monde que constituent la mer Caspienne et le Moyen-Orient ;

Tertio, à y créer un centre opérationnel et une base de sortie des troupes américaines nécessaires pour l'extension et la prolongation de la « guerre contre le terrorisme ».

La guerre d'Iraq, ou opération « Iraqi Freedom », a été entreprise le 20 mars 2003, à 5 h 30.

Le 9 avril, les troupes américaines ont pris Bagdad et mis tout le territoire iraquien sous leur contrôle. Le 16 avril, Bush a officiellement annoncé la « victoire » dans la guerre d'Iraq.

Il s'agissait là de la première guerre lancée suivant le sophisme de Bush sur l'« axe du mal », de la première guerre d'essai de la stratégie d'attaque préventive des Etats-Unis, de leur stratégie de parade aux armes de destruction massive.

S'ils avaient eu pour prétexte à la guerre de supprimer la « menace terroriste venant des armes de destruction massive de l'Iraq », ce n'était pas l'essentiel.

En réalité, ils voulaient :

Primo, occuper l'Iraq qui portait officiellement le drapeau anti-

américain dans le monde arabe depuis plus de dix ans et transformer la sphère d'influence politique du Moyen-Orient à leur avantage ;

Secundo, monopoliser le contrôle de la zone de ressources énergétiques stratégiques et du marché du pétrole mondial ;

Tertio, créer une conjoncture favorable à la réélection de Bush et à la détention prolongée du pouvoir par le parti républicain.

Les opérations secrètes sont l'autre moyen important de la « guerre contre le terrorisme ».

Cheney a publiquement révélé, le 16 septembre 2001, au micro de la radio *NBC*, que, comme la guerre contre le terrorisme prévue avait affaire à des organisations terroristes dissimulées à travers le monde entier, contrairement à la guerre du Golfe qui avait une cible précise, ce serait une « sale guerre » accompagnée d'opérations secrètes, en dehors des attaques militaires.

Selon le plan top secret *Worldwide Attack Matrix*, la CIA, investie des droits les plus globaux et les plus violents de l'histoire, était en mesure d'effectuer des opérations secrètes « antiterroristes », où que ce soit sur la planète.

Tenet a déclaré que la CIA avait poursuivi des efforts énergiques contre le « terrorisme » durant des années, réalisant beaucoup pour le positionnement des cibles et l'analyse des réseaux, qu'elle avait besoin du fonds, de la souplesse et de l'immensité de ses attributions qui lui permettraient de réagir rapidement lorsqu'elle aurait saisi les cibles.

Rumsfeld, tout intéressé qu'il fût à ce projet global de Tenet, souhaitait que l'ordre du président concernant le Renseignement soit élaboré dans un cadre plus sérieusement limité. Pourtant, Bush ne voulait pas cacher exprès sa vision du projet de Tenet. Il s'est écrié: « Très bien ! » (*Bush at War.*)

Le blocus militaire, autant que les sanctions économiques et diplomatiques, est employé sans contrainte par les Etats-Unis dans leur « guerre contre le terrorisme ».

Ce moyen est mis en œuvre à travers la *Proliferation Security Initiative* de Bush, proposée pour la première fois à la fin de mai 2003, à Cracovie en Pologne, et concrétisée ensuite au sommet du G 8, à Evian en France. L'essentiel en est de mettre sur pied un système de concertation internationale susceptible d'imposer le blocus économique, le contrôle sur mer, voire de tirer le premier sur les pays qui possèdent, développent et exportent des armes de destruction massive, c'est-à-dire sur la RPDC et l'Iran que Bush a désignés comme pays faisant partie de l'« axe du mal ».

Par la suite, une coalition *Proliferation Security Initiative* a été constituée de onze pays sous l'égide des Etats-Unis ; il s'agissait là d'un instrument de blocus multinational contre la RPDC.

En septembre 2003, quatre pays membres ont effectué des exercices militaires au large du nord-est de l'Australie, manœuvre de « contrôle sur les bateaux soupçonnés de transaction d'armes de destruction massive ».

C'était la première des dix manœuvres – aériennes, terrestres et maritimes – prévues par ladite coalition en vue de « prévenir le trafic d'armes de destruction massive » ; c'était donc le prélude du blocus contre la RPDC.

3. LA « GUERRE CONTRE LE TERRORISME » VISANT A FAIRE D'« UNE PIERRE TROIS COUPS »

La « guerre contre le terrorisme » des Etats-Unis n'est nullement destinée à la civilisation de l'humanité ni à la paix mondiale, mais, au contraire, sa prolongation a pour effet d'aggraver la crise de conflits et l'état d'hostilité entre les civilisations sur la planète.

Cette « guerre » est entièrement appelée à réaliser l'ambition politique de Bush et du parti républicain, les intérêts des grands monopoles et l'hégémonie des Etats-Unis.

1) LA PRISE DE POUVOIR PROLONGEE

Renforcement record des attributions présidentielles

Après son entrée en fonction, Bush a tenté de mettre en œuvre ses promesses dont le programme de défense antimissile, préoccupé qu'il était de relever sa popularité en baisse et d'élargir ses perspectives de réélection. Mais le Congrès même était son plus grand obstacle.

La Constitution des Etats-Unis donnait plus de droits au Congrès qu'au président. Cependant, après la Seconde Guerre mondiale, les attributions du président n'ont cessé de s'étendre à tel point que le Congrès est devenu son serviteur au cours de la guerre froide. Mais, après cette guerre, il a retrouvé son pouvoir et a été renforcé

davantage à l'époque de Clinton. Le pouvoir du président en a été restreint surtout dans son autorité de commandant en chef des forces armées, et dans le commandement suprême. Ses projets de loi ont souvent été rejetés ou révisés si bien que sa politique ne pouvait être mise à exécution comme il convenait. A l'époque de Clinton, le droit du président de nommer les membres du gouvernement n'était pas exercé comme il faut, car, par exemple, le Congrès a voté successivement à deux reprises contre les candidats désignés par le président comme secrétaire d'Etat à la Justice. D'ailleurs, immédiatement après l'entrée de Bush en fonction, le droit de contrôle du sénat est passé au parti démocrate, ce qui empêchait la légalisation des problèmes politiques proposés par le président.

La Maison Blanche y a trouvé une issue dans la guerre, compte tenu de l'histoire politique des Etats-Unis qui montrait que, dans la plupart des cas, les attributions du président avaient été renforcées en temps de conflit.

Son brain-trust, dont Karl Rove, assistant principal de Bush, a décidé d'adopter la manière de Reagan qui avait profité de la guerre froide pour renforcer considérablement ses attributions en vue de sa réélection.

Les documents stratégiques, rédigés par les assistants de Reagan aussitôt après son entrée en fonction il y a vingt ans, devaient servir de guide. « Heureusement » s'est produit alors l'« incident du 11 septembre ». Ce fut l'occasion pour Bush de s'ériger en président en guerre comme c'était le cas de Reagan.

Bush et son administration n'ont pas tardé à proclamer l'état de guerre dans tout le pays et, pour prolonger la « guerre contre le terrorisme », à attaquer manu militari l'Afghanistan et l'Iraq en faisant perdurer une atmosphère de guerre à l'intérieur du pays.

L'administration Bush préconisait que, comme il était d'usage que, en temps de guerre, tout le pays la regarde attentivement ainsi que sa capacité de conduire rapidement et avec force le conflit,

tout le pouvoir devait être concentré entre ses mains.

Le porte-parole de la Maison Blanche a fait remarquer que, comme l'administration Bush éprouvait déjà de l'ennui de l'enquête et de l'interpellation incessantes du Congrès, il était réservé à chaque administration de réviser ses rapports avec le Congrès, en fonction de l'évolution du temps.

Encouragé par cette conjoncture, Bush a commis de nombreux abus de ses droits légitimes de président.

Avant tout, il a décidé de disposer de plusieurs traités internationaux de sa propre autorité et sans l'approbation du Congrès. L'annulation unilatérale du traité ABM sur la limitation des armements antimissiles en est l'exemple représentatif. Malgré une vive opposition du Congrès, il a proclamé que les Etats-Unis se retireraient de ce traité, au mépris du Congrès qui l'avait auparavant ratifié.

Les Etats-Unis, s'ils veulent conclure un traité, doivent avoir l'approbation de plus des deux tiers des sénateurs. Une fois entré en vigueur, ce traité fait partie de la législation suprême des Etats-Unis comme une loi, aux termes de la Constitution. Il n'est pas permis au président d'abolir ce traité de sa propre autorité. Obligatoirement, il lui faut persuader le sénat et la chambre des représentants d'accepter de l'abolir. Mais, de même que Bush l'a annulé à son gré, de même il a rejeté le projet d'amendement de la convention sur les armes biologiques, prenant des mesures pour qu'il n'ait pas besoin de la ratification du Congrès. Ainsi a-t-il affaibli les compétences du Congrès.

Mécontent qu'il était du retard pris par le Congrès à ratifier la nomination des fonctionnaires qu'il avait nommés, Bush a profité de la guerre d'Afghanistan pour ignorer cette procédure de ratification. En mettant en place l'*Office of Homeland Security*, il a créé une fonction de responsable correspondant à celle d'un ministre et a nommé un homme à ce poste sans aucune approbation du Congrès,

et d'ailleurs il a refusé de témoigner en sa faveur devant le Congrès.

L'abus d'autorité de Bush s'est manifesté aussi dans le domaine juridique. Un exemple représentatif : après l'« incident du 11 septembre », il a donné l'ordre du président d'installer un tribunal militaire extraordinaire autorisé à juger les étrangers liés au terrorisme, à la place des tribunaux fédéraux. C'était, disait-on, le troisième geste arbitraire dans l'histoire, le premier et le deuxième ayant été constatés lors de la guerre civile de Lincoln et de la Seconde Guerre mondiale de Roosevelt.

Le *Washington Post*, dans son édition du 20 novembre 2001, a écrit que Bush cherchait à s'approprier les attributions du Congrès, établies par l'histoire et la Constitution sur le plan administratif, et à prendre le pouvoir suprême.

Au moyen de la campagne électorale

A l'approche de la *mi-term election* de 2002, l'administration républicaine des Etats-Unis s'était fixé pour stratégie d'en sortir victorieuse grâce à la « guerre contre le terrorisme » employée comme moyen efficace dans la campagne électorale et à la popularité que cette « guerre» apportait à Bush.

Mais, au début, la situation électorale s'avérait très défavorable au parti républicain. Au seuil de 2002, alors que la stagnation économique perdurait, les compagnies Enron et Worldcom ont été successivement accusées d'un grand trucage de comptabilité, et les renseignements relatifs à l'« incident du 11 septembre » soulevaient des questions, diminuant la popularité de Bush et mettant son administration républicaine dans une impasse, ce qui a retourné l'attention des électeurs de la « guerre contre le terrorisme » vers les problèmes économiques.

Soucieux de renverser la situation, Bush s'est mis en action dès

le seuil de la *mi-term election*. A la fin de janvier 2002, dans sa *State of the Union Address*, il a parlé de l'« axe du mal » et a continué d'étendre la « guerre contre le terrorisme » à travers le monde, faisant en sorte que l'idée d'une guerre contre l'Iraq enfièvre graduellement le pays entier.

Il a fait médiatiser diverses hypothèses d'une guerre contre l'Iraq et a envoyé Cheney, Rumsfeld et d'autres personnages importants au Moyen-Orient faire des préparatifs de guerre. En juin, dans son discours prononcé à la cérémonie de remise des diplômes à l'Académie West Point, il a rendu public son projet de tirer le premier sur l'Iraq.

Dès le début de l'automne, il a fait sa tournée électorale dans plusieurs Etats du pays en vue de collecter des fonds destinés aux candidats républicains à la *mi-term election*. La « guerre contre le terrorisme » en était le principal sujet.

En octobre 2002, il a obtenu de la part du Congrès une résolution qui approuvait l'attaque contre l'Iraq, ce qui a enfiévré davantage le pays en faveur d'une guerre contre l'Iraq et créé une ambiance de guerre sur le plan international.

Le 12 septembre 2002, devant l'Assemblée générale de l'ONU, Bush a demandé à l'ONU de confier aux Etats-Unis l'attaque contre l'Iraq – demande semblable à un ultimatum –, et, par la suite, il a exercé un diktat et procédé à des marchandages en coulisse pour finalement obtenir que le Conseil de sécurité de l'ONU adopte, le 8 novembre, la résolution sur le désarmement de l'Iraq. Ainsi l'attaque militaire contre l'Iraq a-t-elle été légalisée.

Cette incitation à une attaque contre l'Iraq à la veille de la *mi-term election* a eu pour effet de précipiter tout le pays dans un « état de guerre » de la même gravité que le lendemain de l'« incident du 11 septembre » et assuré la popularité de Bush, « président en guerre », de 70 pour cent jusqu'au jour du vote.

L'intérêt suprême des électeurs a été reporté au problème de

l'« antiterrorisme », et la stratégie électorale du parti démocrate qui cherchait à l'emporter sur le parti républicain par des problèmes économiques n'a pu donner l'effet escompté.

Ainsi, à la *mi-term election* du 5 novembre 2002, le parti républicain a-t-il obtenu 51 sièges sur 100 au sénat, reprenant le contrôle perdu à la suite de la défection de James Jeffords, et gardé et renforcé sa majorité à la chambre des représentants. Pourtant, ce n'est que plus de quatre mois plus tard que la guerre d'Iraq a éclaté.

La « guerre contre le terrorisme » a aussi servi à Bush de moyen efficace pour sa réélection en 2004. Déjà bien avant la guerre en Iraq, à la fin de décembre 2002, à une réunion de la Maison Blanche consacrée aux problèmes politiques pour 2003, la « guerre contre le terrorisme » avait été définie comme l'essentiel à suivre pour la victoire dans l'élection présidentielle de 2004, autant que pour la défense du territoire proprement dit des Etats-Unis. L'« antiterrorisme » a motivé comme toujours la campagne de Bush pour sa réélection, commencée à l'automne de 2003.

A la veille de l'élection présidentielle du 4 novembre 2004, Bush a fait publier la photo de Ben Laden qui déclarait continuer de lancer des attentats terroristes contre les Etats-Unis. Ainsi a-t-il pu gagner le soutien des électeurs pris de panique et d'inquiétude devant le terrorisme et être réélu président.

2) L'ACCROISSEMENT DE HAUTS PROFITS PAR LE CAPITAL MONOPOLISTE DES ETATS-UNIS

Contrôle des zones pétrolifères du globe

Pratiquement, la « guerre contre le terrorisme » des Etats-Unis vise à s'accaparer du pétrole. C'est-à-dire que la politique extérieure

de l'administration Bush consiste essentiellement à s'assurer des ressources pétrolifères et que la « guerre contre le terrorisme » est la prolongation de cette politique.

Les Etats-Unis consomment 25 pour cent de la production pétrolière du monde et en importent 15 pour cent. Selon des experts, le gisement pétrolifère des Etats-Unis est évalué à 30 milliards de barils, tandis qu'ils en consomment annuellement 7,2 milliards de barils ; donc, ils ne seraient autosuffisants que pour quatre à cinq ans. Comme ils en importent actuellement 60 pour cent de la quantité consommée à l'intérieur du pays, ils auront à en importer 90 pour cent de cette quantité en 2020.

A examiner la composition de l'administration Bush, ses membres importants, dont Bush lui-même et Cheney, auteur principal de la politique extérieure, sont originaires du milieu des entreprises pétrolières. Eux qui ont bénéficié d'un puissant soutien financier lors de l'élection présidentielle de 2000 se doivent de lui rendre les bienfaits.

Cheney a dit en 1998 :

« Il nous faut pénétrer dans tout pays à gisement pétrolifère, quel qu'en soit le prix. »

Tous les pays et toutes les régions vers lesquels les Etats-Unis ont étendu leur « guerre contre le terrorisme » regorgent de pétrole ou disposent de pipelines servant à son transport. La guerre d'Afghanistan est directement liée au transport du pétrole de la mer Caspienne, troisième zone pétrolifère au monde.

Samuel R. Berger, conseiller de sécurité nationale de Clinton, a affirmé que transporter sûrement, quel qu'en soit le prix, le pétrole et le gaz produits en Asie centrale, y compris l'Afghanistan, était vital pour les Etats-Unis. A cette époque-là, pour l'importation du pétrole de la mer Caspienne, les Etats-Unis employaient le pipeline existant en Asie centrale et qui traverse le territoire russe, conduit dont la Russie s'attribue le monopole. Pour éviter cela, il fallait

trouver un autre moyen de transport. Mieux valait choisir la voie traversant l'Iran, mais c'était impossible à cause de leurs relations avec ce pays.

Il y avait encore deux autres choix : le pipeline Bakou (Azerbaïdjan)–Tbilissi (Géorgie)–Ceyhan (Turquie), c'est-à-dire allant de Bakou au port de la Méditerranée ; l'autre qui, à travers la vallée de Herat en Afghanistan, traverse le Pakistan et l'Inde. Le premier choix se heurtait à une opposition véhémente de la Russie.

En 1996, alors que les talibans ont pris le pouvoir en Afghanistan, les entreprises pétrolières des Etats-Unis se sont rapprochées d'eux pour discuter de l'installation d'un pipeline traversant l'Afghanistan. A cette démarche était mêlé Zalmay Khalilzad, l'ancien conseiller spécial de Bush et qui se trouve à présent envoyé en Afghanistan.

Ce projet n'a pas encore été réalisé, mais à travers la guerre d'Afghanistan, les Etats-Unis ont pu réunir des conditions favorables au contrôle du pétrole de la mer Caspienne et de l'Asie centrale.

ABC TV des Etats-Unis a noté que les opérations militaires des Etats-Unis en Afghanistan pouvaient être considérées, dans un certain sens, comme une guerre pour s'assurer des ressources pétrolières. Evidemment, la guerre d'Iraq était elle aussi un conflit du même genre.

Le gisement pétrolifère de l'Iraq, classé deuxième au monde, après l'Arabie Saoudite, est évalué à 112 milliards de barils, et le prix de revient était de 50 cents par baril à la veille des hostilités, prix le plus dérisoire du monde. La mise de ce pays sous leur contrôle permettra aux Etats-Unis de s'assurer du pétrole nécessaire pour la consommation intérieure et dont le pourcentage de l'importation serait élevé à 90 pour cent en 2020. Par ailleurs, il affaiblira considérablement l'OPEP, restreindra l'influence de la Russie et autres pays fournisseurs du pétrole et permettra enfin de

tenir le levier de commande de l'économie des puissances européennes.

Le quotidien japonais *Asahi Shimbun*, dans son édition du 19 juillet 2003, en citant les données du département du Commerce des Etats-Unis, a révélé que, en mai 2001, un groupe d'experts conduit par Cheney et appelé à publier la politique énergétique globale de l'administration Bush, s'intéressait déjà au droit d'extraction pétrolière en Iraq.

Les « autorités » iraquiennes nées après la guerre ont proclamé la reprise de l'exportation du pétrole et ont publié la vente par adjudication de 10 millions de barils de pétrole stockés dans les ports iraquiens avant la guerre : la moitié a été offerte aux Etats-Unis, et 4 millions de barils, aux sociétés de l'Espagne, de la Turquie, de la France et de l'Italie.

James Woolsey, directeur de la CIA de l'époque de Clinton, dans une interview télévisée, a assuré que « ce qui comptait le plus pour les Etats-Unis en Iraq, ce n'était pas de trouver les armes de destruction massive de Hussein, mais de s'assurer de son pétrole à travers la démocratisation de l'Iraq ».

Si les Etats-Unis aident les pays de la Transcaucasie et de la mer Noire dans leur « antiterrorisme », c'est qu'ils s'intéressaient à leur pétrole. Au début de 2002, les Etats-Unis se sont tenus à la tête de l'adhésion précoce de la Roumanie et de la Bulgarie – qui possèdent des ports sur la mer Noire – à l'OTAN, d'une part, et, de l'autre, ils ont renforcé leur expansion militaire vers les pays de la Transcaucasie, la Géorgie en premier lieu, ce qui a entamé la réalisation du projet de pose d'un pipeline de la mer Caspienne, en dehors de la Russie.

A la mi-mars 2002, peu après la publication du plan d'entrée des forces armées spéciales des Etats-Unis en Géorgie, Steven Mann, conseiller spécial de Bush chargé du problème de l'énergie caspienne, est allé en Géorgie discuter avec ses autorités de

l’installation du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Et, à la mi-septembre de la même année, après le déploiement des troupes des Etats-Unis en Géorgie, le premier coup de pioche des travaux a été donné en Azerbaïdjan, sous l’égide des Etats-Unis.

Les médias de l’Occident et de la Turquie ont relaté que, si le projet de déplacer environ 15 000 GI’s de l’Allemagne à l’Azerbaïdjan faisait l’objet d’une vive discussion, l’objectif était de protéger le pipeline en cours de construction sous les auspices des Etats-Unis.

La « guerre contre le terrorisme » des Etats-Unis s’est étendue aussi vers l’Afrique considérée comme un fournisseur prometteur du pétrole.

Accroissement de la production de matériel de guerre

« Si une guerre éclate, la *CNN* et les monopoles de matériel de guerre des Etats-Unis sourient à la dérobée. »

Oubliés un temps après la guerre du Golfe en 1991, les monopoles de matériel de guerre ont profité de la « guerre contre le terrorisme » de l’administration Bush pour refaire surface. Les grandes entreprises de matériel de guerre des Etats-Unis, les quatre groupes Lockheed-Martin, Boeing, Raytheon et TRW en premier lieu, jouissent d’un boom du temps de guerre.

Le 17 septembre 2001, jour de réouverture de la Bourse de New York après l’« incident du 11 septembre », les cours de la plupart des titres ont connu une baisse subite, mais ceux des sociétés du matériel de guerre sont montés à des hauteurs prodigieuses, et en particulier, ceux de Raytheon, de Lockheed-Martin et de Northrop Grumman, respectivement, de 27, 15 et 16 pour cent. Ce n’était pas du tout un hasard.

Après l'« incident du 11 septembre », le département de la Défense des Etats-Unis avait discuté d'un emploi prolongé des troupes dans la « guerre contre le terrorisme » et demandé aux entreprises de matériel de guerre d'accélérer la production de diverses armes, y compris d'armes de haute précision, et des pièces de réserve destinées à compléter le stock.

Les sociétés qui ont tiré le plus de profits de cette « guerre» sont, entre autres, Lockheed-Martin et Raytheon, les plus performantes dans la fabrication d'engins téléguidés de haute précision.

Ce genre d'armes produites rien qu'en 2001 atteignirent quelque 10 000 dont la moitié ont été employées dans la guerre d'Afghanistan. Pourtant, le département de la Défense des Etats-Unis en a demandé de 40 000 à 50 000 pour la guerre d'Iraq.

Une usine du groupe Raytheon spécialisée dans la fabrication de bombe à guidage au laser a dû organiser partiellement le travail par un roulement de trois équipes, pour doubler sa production et livrer ses produits cinq mois avant terme.

Une usine du groupe Boeing spécialisée dans la fabrication de *Joint Direct Attack Munition* (JDAM kit) destinés aux satellites a porté sa production mensuelle de 1 000 à 1 500 pièces par un roulement de deux équipes. Le nombre de ces engins produits du début de 2002 à la mi-juillet de la même année a atteint quelque 9 000, presque la même quantité que la production totale de l'année précédente.

La production des usines de munitions d'armes de petit calibre a connu un record depuis quinze ans.

Un fonctionnaire du département de la Défense des Etats-Unis a révélé que seulement entre 20 mars 2003, jour du déclenchement de la guerre d'Iraq et le mois de septembre, le département de la Défense avait dépensé 60 milliards de USD pour l'attaque, entre autres, contre ce pays. Quand le conflit battait son plein, ses dépenses mensuelles ont été chiffrées, selon lui, à plus de 5 milliards de USD. Tous ces

gains sont tombés dans l'escarcelle des monopoles des Etats-Unis.

Introduction de capitaux étrangers

Les Etats-Unis étant le plus grand débiteur du monde, leur économie est tributaire des capitaux étrangers ; aussi l'introduction durable de capitaux est-elle particulièrement importante pour la stabilisation de leur économie.

Dans la deuxième moitié des années 1990, une crise financière mondiale a frappé successivement l'Asie, la Russie et l'Amérique latine.

A cette époque, la tendance à investir à la Bourse a envahi les Etats-Unis à tel point que le montant des valeurs investies a atteint en septembre 1998 3,5 billions de USD, et le taux d'intérêt annuel, plus de 60 pour cent, ce qui a entraîné un boursicotage international dans les Etats-Unis. Ainsi, des régions en crise, les spéculateurs financiers du monde ont déplacé plus de 250 milliards de USD aux Etats-Unis. Cette somme ajoutée aux pétrodollars – estimés à plus de 600 milliards de USD – placés par les Arabes, a causé une bulle financière dans l'économie des Etats-Unis. Vers la fin des années 1990, ils ont introduit plus de 30 pour cent des investissements mondiaux, leur part dans la totalité des capitaux du marché mondial atteignant 45 pour cent.

Par contre, le taux de placement de leurs revenus courants à la caisse d'épargne par les consommateurs des Etats-Unis était moins de 0,2 pour cent, et leurs dettes de 3,5 billions de USD. Force leur était de vendre des actions pour s'en acquitter.

La moindre fluctuation de la Bourse risquait de provoquer la fuite des fonds nés des spéculations boursières hors du pays, et ce, sûrement vers l'Europe qui était la seule à n'avoir pas souffert de la crise financière et où l'euro, monnaie unique, avait cours. Ainsi,

décidés de déséquilibrer l'Europe en y créant un trouble par la guerre, les Etats-Unis ont choisi l'ex-Yougoslavie, considérée alors comme la « poudrière » de la région des Balkans, pour cible des raids aériens de l'OTAN qu'ils ont conduits le 24 mars 1999. Cette tentative a produit un effet pour un temps, mais, avec la chute des cours des valeurs dans les sociétés de haute technologie, l'économie des Etats-Unis a commencé à décliner à partir du deuxième semestre 2000 pour finir l'année suivante dans la régression.

Avant d'entreprendre une guerre contre l'Afghanistan, les Etats-Unis ont tenu compte du retournement de leur situation économique et, en même temps, de l'instabilité de leur marché financier. Comme la Bourse de New York et d'autres fermeraient le 8 octobre, ils ont lancé le conflit le 7 en vue de prévenir les fluctuations dans les cours des valeurs qui en résulteraient, observaient les médias étrangers.

Cependant, presque en même temps, le groupe Enron, la première entreprise énergétique du monde, qui falsifiait son registre depuis longtemps pour exagérer ses profits, a subitement déclaré faillite, et en 2002, Worldcom, deuxième groupe de télécommunications des Etats-Unis, a été accusé de trucage de sa comptabilité. La crise de crédit en est venue à sévir à travers tout le pays, faisant chuter le cours des actions au plus bas depuis cinq ans et subir à des millions de bailleurs des pertes.

Les fluctuations du marché financier ont diminué les investissements dans la production et les dépenses des consommateurs. La bulle économique s'est dégonflée.

L'économie aspirait donc à une autre guerre, et, au début de 2003, un conflit a éclaté en Iraq.

Si les Etats-Unis prolongent leur « guerre contre le terrorisme », c'est qu'ils estiment que la situation politique internationale, une fois extrêmement déstabilisée par des actes de guerre incessants,

pourrait faire couler vers leur marché financier un billion de USD de fonds spéculatifs au bas mot et regonfler ainsi leur économie.

Le quotidien russe *Nezavissimaya Gazetta* a indiqué en ces termes le 16 avril 2003 :

« La nouvelle phase de la tragédie du Proche-Orient nous offre l'occasion de tirer une conclusion préliminaire très importante :

« Primo, que les Etats-Unis, pour la première fois depuis le coup du pétrole en 1973, ont eu une chance de renforcer dans son ensemble leur influence sur le marché pétrolier du monde. Il s'agit de la ligne de conduite invariable de Bush désireux de promouvoir "sans accroc" la mondialisation. Jusqu'au début de 2000, la mondialisation s'est effectuée conformément aux intérêts des Etats-Unis, mais, actuellement, elle est encline à dévier de l'itinéraire défini comme le montre l'incident du 11 septembre 2001. En ce moment, Washington tente de la remettre graduellement sur la voie. Si cette tentative a commencé par la guerre du pétrole, le problème financier international ne servirait-il pas de prétexte à une autre guerre ? Dans ce cas, une guerre économique mondiale au vrai sens du terme commencerait. »

3) POSER LES FONDEMENTS DE L'HEGEMONIE MONDIALE

Réorganisation des rapports de force

L'établissement d'un ordre international favorable à l'hégémonie mondiale des Etats-Unis au XXIe siècle, voilà l'ambition caressée par l'administration Bush dès son entrée en fonction.

En janvier 2001, à la veille de l'investiture de Bush, Rumsfeld, secrétaire d'Etat à la Défense, lui a confié que, inévitablement, les

Etats-Unis seraient un jour confrontés à une « crise » et que le monde fixerait son attention sur le nouveau président. Bush lui a répondu que, une fois qu'un tel événement se produirait, il y ferait front avec une attitude *moving foward*. L'« incident du 11 septembre » devait en être l'occasion.

Sitôt après l'incident, il a discuté avec les dirigeants suprêmes de divers pays par téléphone, ce qui lui a donné l'idée que l'incident était un autre défi lancé aux Etats-Unis et que c'était aussi l'occasion de coordonner les relations internationales en faveur des Etats-Unis. Il a déclaré à la face du monde que le « terrorisme » servirait de nouveau critère pour évaluer les relations d'Etat à Etat avec les Etats-Unis.

Le 20 septembre 2001, dans son discours télévisé prononcé lors d'une *Joint Session* du sénat et de la chambre des représentants, il a dit qu'il userait de représailles contre ceux qui offriraient un asile aux terroristes, que toute région et tout pays avaient à prendre désormais une seule décision devant cette alternative : « se rallier ou aux Etats-Unis ou aux terroristes ». C'était un ultimatum.

Powell, pour sa part, a prétendu que « désormais la diplomatie des Etats-Unis prendrait le terrorisme comme nouveau critère », que l'attitude d'un pays à l'égard du terrorisme servirait à évaluer ses relations avec les Etats-Unis. Cela veut dire que les Etats-Unis ont inclus dans leur politique la division du monde en deux camps, « ami et ennemi », selon l'attitude à l'égard du terrorisme.

Cette incorporation de la division du monde en deux dans leur politique n'était pas seulement pour la « guerre contre le terrorisme », mais encore pour un objectif stratégique plus important, c'est-à-dire qu'ils voulaient avant tout éliminer l'isolement international causé par la politique extérieure unilatérale pratiquée par la nouvelle administration dès son entrée en fonction.

Comme l'« incident du 11 septembre » attirait l'attention de l'opinion mondiale et suscitait une plus grande sympathie

diplomatique envers les Etats-Unis, la critique mondiale contre leur unilatéralisme d'avant l'incident s'est apaisée pour un temps sous l'effet de l'acharnement pris par la « guerre contre le terrorisme ». A la faveur de cette nouvelle conjoncture, l'administration Bush s'est conduite exceptionnellement : elle a brusquement nommé son représentant auprès de l'ONU, poste vacant depuis longtemps, a versé aux Nations Unies la cotisation dont elle différait le paiement et a paru lever les sanctions imposées à divers pays et reconnaître la fondation d'un Etat palestinien.

Ainsi, tout en diluant tant soit peu, ce qui l'avait fait accuser d'unilatéralisme par l'opinion mondiale, l'administration Bush s'est attachée, avec pour moyen la coopération contre le terrorisme, à se défaire de l'état d'isolement d'auparavant et à mettre toujours plus de pays sous l'influence des Etats-Unis.

Si les Etats-Unis avaient tenté, avec pour critère le « terrorisme », de réorganiser les rapports de force entre ami et ennemi, c'est essentiellement qu'ils voulaient établir un nouvel « ordre mondial antiterroriste » placé sous leur égide et favorable à leur hégémonie mondiale.

A l'époque de la guerre froide, la structure de confrontation entre l'Ouest et l'Est divisait le monde, grosso modo, en deux camps. Tout pays avait pratiquement dû se rallier à l'un d'entre eux. Avec la fin de la guerre froide, le rapport d'antagonisme Ouest-Est axé sur les deux superpuissances, a disparu, et de nouvelles relations internationales multiformes ont commencé à se constituer. On demandait de plus en plus de délibérer multilatéralement des problèmes internationaux. Naturellement, cela déplaisait aux Etats-Unis qui cherchaient à établir un ordre international unipolaire. Or, pour eux, l'« incident du 11 septembre » était l'occasion ou jamais. Ils en avaient profité pour tenter, en prétextant le « terrorisme », d'enrayer la tendance que

les relations internationales avaient au multilatéralisme après la guerre froide et d'établir un ordre international unipolaire sous leur contrôle.

Le journal japonais *Asahi Shimbun* notait le 4 octobre 2001 :

« Les attentats terroristes aux Etats-Unis ont occasionné un profond revirement de leur stratégie diplomatique. Car le régime de Bush s'est fixé comme guide de sa politique extérieure de former un encerclement international du terrorisme.

« Tout en maintenant tels quels les principaux idéaux poursuivis par les régimes successifs des Etats-Unis pendant et après la guerre froide – expansion de la démocratie, promotion de l'économie de marché et respect des droits de l'homme –, les détails de la politique diplomatique, depuis la diplomatie à l'égard de la Russie, de la Chine et du Moyen-Orient jusqu'à la stratégie de gestion nucléaire et aux relations avec l'ONU, sont révisés successivement, privilégiant l'"antiterrorisme".

« Ce revirement de la stratégie diplomatique des Etats-Unis semble déterminer l'ordre international à établir au XXIe siècle. »

Formation d'une alliance « antiterroriste » mondiale

Depuis l'« incident du 11 septembre », les Etats-Unis se sont attachés à engager le plus de pays possible dans leur « guerre contre le terrorisme ».

Bush a professé que cet incident était une attaque lancée contre tous ceux qui sont attachés à la liberté et que cette guerre demandait les efforts internationaux, préconisant que tous les pays devraient s'unir pour combattre le « terrorisme ».

Rien que durant les 100 jours qui ont suivi l'incident, il s'est entretenu avec les chefs d'Etat de 51 pays au moins pour leur demander leur soutien. Powell et d'autres hauts responsables, de

concert avec lui, ont sollicité du monde une coopération avec les Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme.

Tous les moyens possibles ont été mis en œuvre pour une alliance « antiterroriste » : conférences au sommet successives, envoyés spéciaux, menaces ouvertes, démarches en coulisse, etc.

La guerre d'Afghanistan, initialement appelée opérations « Infinite Justice », a été rebaptisée « Enduring Freedom » compte tenu de la protestation éventuelle des islamistes qui croient que Allah est le seul à prodiguer une *infinite justice*.

Richard A. Boucher, porte-parole du département d'Etat des Etats-Unis, a révélé que les Etats-Unis sont allés jusqu'à demander à certains des sept pays qu'ils avaient désignés comme « Etats voyous », en les accusant de soutenir le « terrorisme », de collaborer à leur campagne « antiterroriste ».

Le 18 septembre 2001, Don Evans, secrétaire d'Etat au Commerce des Etats-Unis, a osé avertir que le refus de collaborer à la guerre contre le terrorisme des Etats-Unis et de se rallier à eux placerait un obstacle à l'implantation sur leur marché ou entraînerait l'application de sanctions, dont la remise en cause de leur projet d'assistance alimentaire.

Ainsi, au cours de la guerre d'Afghanistan, puis de celle d'Iraq, divers pays du monde ont montré de différentes réactions – envoi de forces armées et de matériel de guerre, offre du droit de survol de leur territoire ou d'emploi de leurs bases militaires, promesse de coopération, expression de leur compréhension – ou ont collaboré avec les Etats-Unis, officiellement ou officieusement. Les rapports d'hostilité russo-américains du temps de la guerre froide ont été convertis en partenariat comme les Etats-Unis l'entendaient.

L'« incident du 11 septembre » a obligé les Etats-Unis à réexaminer leur position habituelle–« ramener à eux seuls la prospérité et la stabilité au monde »–et à trouver de nouveaux partenaires puissants sur la scène internationale. C'était la Russie.

Ils ont, en faisant ressortir l'« ennemi commun qu'était le terrorisme », proclamé que la Russie n'était plus leur « ennemi ».

Un historien spécialisé dans l'étude du problème russe à l'université de Columbia, Etats-Unis, a remarqué :

« Je ne veux pas exagérer les faits. Depuis le 7 décembre 1941 où les Etats-Unis et l'Union soviétique s'étaient engagés à combattre l'ennemi commun, c'est la première fois que les deux pays ont l'occasion de coopérer, débarrassés du sentiment d'animosité du passé. La présence d'un nouvel ennemi nous permet de juger de nouveau nos autres alliés et nos adversaires de par le monde. »

Les relations sino-américaines aussi se sont améliorées, et l'Asie centrale et le Caucase où les Etats-Unis ne pouvaient prendre pied peu avant l'« incident du 11 septembre » sont tombés entre leurs mains. La structure de la sécurité a radicalement changé en Asie australe, et l'ébauche du cadre d'une alliance de sécurité mondiale sous l'égide des Etats-Unis a commencé à se dessiner.

Les relations des Etats-Unis avec les pays d'Europe de l'Ouest qui s'étaient opposés à leur « guerre contre le terrorisme » se sont refroidies, tandis qu'avec les pays de l'Europe de l'Est elles se sont resserrées, ce qui a considérablement modifié les relations entre les deux rivages de l'Atlantique.

Le Japon, pays vaincu de la Seconde Guerre mondiale, s'érigeait en force de guerre dangereuse dans l'arène internationale.

Le magazine japonais *Sekai Shuo* a noté que la « guerre contre le terrorisme » des Etats-Unis avait structuré la politique internationale en échiquier.

Le quotidien américain, *New York Times*, dans son édition du 30 septembre 2001, a commenté :

« Les actes terroristes modifient le monde. L'assassinat du prince héritier impérial d'Autriche, commis en 1914 par un Serbe fou, a eu pour effet l'éclatement de la Première Guerre mondiale et

le démembrement du Moyen-Orient par les forces impérialistes ; la situation actuelle s'en ressent encore 90 ans après l'affaire.

« Aujourd'hui que des actes terroristes qui nous coupent le souffle détruisent les alliances d'hier et rallient même les pays auparavant peu susceptibles de s'allier, nous sommes confrontés à la question de savoir si un fou de notre époque a entraîné de graves conséquences qu'il n'aurait lui-même imaginées pour avoir tenté de définir le sens de l'évolution de l'Histoire. »

Tout obstacle est l'ennemi

Aux Etats-Unis devenus l'« unique supergrand » du monde après la fin de la guerre froide, la « guerre contre le terrorisme » ne pouvait qu'offrir l'occasion ou jamais de réaliser leur hégémonie mondiale.

Après l'« incident du 11 septembre », Bush a naïvement divisé le monde en deux camps, américain et terroriste, et exercé pressions et chantages militaires sur les pays d'obédience antiaméricaine et souveraine, les pays désobéissant aux ordres des Etats-Unis ou les pays situés dans les zones stratégiquement importantes, après les avoir désignés comme « ennemis », allant jusqu'à les envahir manu militari sans hésitation dès qu'il trouvait un « prétexte convenable ».

Le régime des talibans d'Afghanistan et le régime de Saddam Hussein d'Iraq, les deux Etats souverains, sont tombés victimes de la « guerre contre le terrorisme » des Etats-Unis, qui se poursuit selon la stratégie « Ripples » de Bush. Les cibles suivantes en sont la RPDC, Cuba et l'Iran, pays petits mais hautement indépendants et antiaméricains, qui, adhérant fermement à l'indépendance politique, repoussent avec intransigeance la conception américaine des valeurs.

A l'heure actuelle, la pression des Etats-Unis sur la RPDC dépasse ses limites. De même qu'ils l'ont désignée comme un pays faisant partie de l'« axe du mal » et une cible sur laquelle tirer les premiers avec des armes nucléaires, de même ils s'acharnent à mettre en cause le « problème nucléaire », le « problème des droits de l'homme » et le « problème des missiles » en vue d'y trouver un prétexte à une nouvelle guerre de Corée.

Ecraser la RPDC et établir leur emprise sur l'ensemble de la péninsule coréenne, c'est l'essentiel de la politique coréenne des Etats-Unis, aussi bien que le problème clef dans la pose des fondements nécessaires pour leur hégémonie mondiale.

La situation de la veille de la guerre d'Iraq se reproduit sous un aspect plus grave dans la péninsule coréenne. Des contre-torpilleurs *Aegis* de la 7e flotte américaine équipés de missiles les plus sophistiqués, disposés dans la mer de l'Est de Corée pour un combat réel, exécutent leur ordre d'opération tandis qu'ont été déployés en Corée du Sud des renforts de matériel de guerre sophistiqué – dont la performance avait été vérifiée dans la guerre d'Iraq –, tel que chars « M1-A1 Abrams », blindés « Striker », avions tactiques de reconnaissance sans pilote « Shadow 200 » et des bombardiers Stealth « F-117 ».

Le « plan éventuel du plan opérationnel 5027 », le « plan opérationnel 5030 », le « nouveau plan opérationnel-04 » et le « nouveau plan opérationnel 5026 » sont autant de scénarios de guerre élaborés ces dernières années par les Etats-Unis pour une nouvelle guerre de Corée, selon lesquels les Etats-Unis se livrent chaque année, en Corée du Sud et alentours, à des exercices militaires conjoints, entre autres, « RSOI » (*Reception, Staging, Onward Movement and Intergration*), « Foal Eagle », « Ulji Focus Lens ». Rien qu'en 2004, leurs actes d'espionnage aérien contre la RPDC ont dépassé 2 280.

Evidemment, leurs pressions scélérates sur la RPDC sont des

violations ouvertes de la souveraineté et les actes terroristes contre un Etat légitime, commis dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Forte d'une puissante force de dissuasion préparée grâce à la politique de Songun, la RPDC travaille à arrêter la « guerre contre le terrorisme » des Etats-Unis et à sauvegarder la paix dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est.

Les manœuvres d'agression des Etats-Unis contre l'Iran, lancées au nom de la « guerre contre le terrorisme », se multiplient au fil des jours. L'Iran, riche en ressources pétrolifères, est situé dans une région importante du point de vue géopolitique. Pratiquement, les Etats-Unis visent au pétrole dans leur « guerre contre le terrorisme » au Proche-et Moyen-Orient. Cela a été prouvé par la guerre d'Iraq.

Comme les Etats-Unis risquent tout pour pénétrer, où que ce soit, là où il y a du pétrole, tout comme le papillon nocturne se jette dans le feu, il est évident que le cas de l'Iraq se reproduira aussi en Iran. On a commencé à en détecter des signes dès le début de 2005. Le 17 janvier, Bush a déclaré ne pas exclure l'action militaire contre l'Iran ; et Cheney a affirmé que l'Iran était le premier pays du monde où puisse éclater un conflit ; et la secrétaire d'Etat Rice a préconisé, le 18 janvier, qu'il faudrait soumettre le problème iranien au Conseil de sécurité de l'ONU pour appliquer des sanctions.

L'Iran a sévèrement condamné les provocations ouvertes des hautes autorités des Etats-Unis et se prépare soigneusement à riposter à une éventuelle attaque de leur part.

La tentative des Etats-Unis pour une attaque militaire contre l'Iran provoque la protestation de l'Union européenne, ainsi que de divers pays du monde.

Cuba est en permanence menacé par les Etats-Unis, étant un pays socialiste situé sous leur nez et marqué par un antiaméricanisme intransigeant. Il travaille à armer son peuple entier et à fortifier tout

son territoire pour faire face à une éventuelle agression des Etats-Unis.

Il y a eu, en décembre 2004, des exercices militaires d’envergure appelés « Bastion-2004 ». Quatre millions de civils se sont joints à l’armée régulière et à l’armée de réserve. L’objectif en était de perfectionner le principe de la « guerre du peuple entier » destiné à faire face à l’agression des Etats-Unis.

Les tentatives des Etats-Unis d’écraser Cuba sont vouées à l’échec devant son antiaméricanisme et sa riposte intransigeante.

Inévitablement, les Etats-Unis couront à leur ruine s’ils poursuivent leur guerre contre le terrorisme fondée sur la formule : « Qui n’est pas notre ami est notre ennemi. »

4. LA « DOCTRINE BUSH »

La « guerre contre le terrorisme » des Etats-Unis est fille de la « doctrine Bush » laquelle, de son côté, déchet du néoconservatisme, impulse la « guerre contre le terrorisme » pour enfin se convertir en « néoimpérialisme ».

Cependant, le temps est déjà révolu où prévalaient les théories réactionnaires soutenant la « guerre contre le terrorisme » de l'administration Bush ; elles ont commencé à décliner.

1) LE NEOCONSERVATISME

Unilatéralisme

Le néoconservatisme de deuxième génération prédomine aux Etats-Unis, exerçant une influence capitale sur leur politique extérieure. Une vingtaine de néoconservateurs occupent les hauts postes de la défense et de la diplomatie et dépendent de Cheney, auteur réel de la politique extérieure des Etats-Unis. On peut dire que la « guerre contre le terrorisme » de Bush est théoriquement fondée sur le néoconservatisme.

Le magazine britannique *New Statesman*, dans son numéro du 7 avril 2003, a relaté que Bush n'avait pas été « élu » président, mais « sélectionné », que l'apparition de bizarres incidents imprévus comme celui du 11 septembre avait mis la politique extérieure de l'« unique superpuissance » du monde à la merci d'un petit groupe

qui ne représente pas les avis des citoyens américains ni des sommités de ce domaine, et que ce groupe est composé des néoconservateurs spécialisés dans les affaires de la défense.

Le néoconservatisme se caractérise d'abord par l'unilatéralisme qui, appliqué dans la « guerre contre le terrorisme », se renforce sans cesse. « Ne demandez pas l'avis d'autrui », tel est la devise de l'administration George Bush junior.

L'unilatéralisme des Etats-Unis consiste à faire fi de tout avis international qui leur déplaît et à rejeter sans réserve toute solution si elle s'avère défavorable à eux, même s'il s'agissait d'un problème qui préoccupe toute la communauté internationale.

Lors de ses face-à-face avec Al Gore organisés tout au long de la campagne présidentielle de 2000, Bush a déclaré, en résumant sa politique extérieure : « L'essentiel est, avant tout, de savoir ce qui convient le mieux aux intérêts des Etats-Unis. » Il a ainsi tiré au clair que la politique extérieure des Etats-Unis serait marquée d'unilatéralisme selon la priorité de leurs propres intérêts nationaux.

L'unilatéralisme de l'administration Bush trouve son expression tout d'abord dans le refus de s'acquitter de leurs obligations aux termes du droit international. Dès son entrée en fonction en janvier 2001, Bush s'est mis à mépriser les « réalisations » des administrations successives, et surtout à annuler unilatéralement ou à refuser d'exécuter les accords internationaux conclus par elles dans le cadre de leur politique extérieure, tels que le traité ABM américano-soviétique sur la limitation des armements antimissiles, le traité SALT II américano-russe sur la réduction des armements offensifs nucléaires stratégiques, la convention sur l'interdiction des armes biologiques, la convention sur l'interdiction des armes chimiques, le traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, l'accord sur la création de la Cour pénale internationale, le protocole de Kyoto, etc.

L'opinion intérieure et extérieure accusait l'administration Bush d'avoir « lancé, dès son entrée en fonction, une offensive d'envergure contre les conventions internationales » et, à elle seule, provoqué un « défi littéralement ahurissant pour la communauté internationale ».

Le plus étonnant de ces actes de Bush était d'avoir, en dépit de vives protestations et accusations du monde, rendu nul et non avenu le traité ABM qui, pendant plusieurs décennies, avait servi de « pierre angulaire à la stabilité stratégique du monde ».

Ce traité a été conclu en 1972, au temps de la guerre froide, par l'Union soviétique et les Etats-Unis, selon ce principe : étant donné le stockage, respectivement dans ces deux pays adversaires, de 11 000 à 11 200 armes offensives stratégiques, quantité assez suffisante pour réduire quatre fois l'autre partie en cendres, s'ils limitent leurs systèmes de défense efficaces, il est tout à fait possible de réduire ces engins.

Le texte limitait leurs systèmes de défense antimissile respectivement à un seul site en dehors de la capitale : pour l'Union soviétique, à Krasnoïarsk, et pour les Etats-Unis, à Grand Forks (North Dakota).

Le traité a été, par la suite et durant trois décennies, à l'origine de la conclusion de 32 autres accords ou conventions sur la prohibition d'armements et le désarmement, dont les SALT I et II et le traité de non-prolifération des armes nucléaires, et de l'engagement international des deux supergrands de ne pas menacer les pays non nucléaires avec des armes nucléaires et de ne pas tirer les premiers, ainsi que de la formation d'une structure de stabilité internationale. C'est la raison pour laquelle il a été appelé jusqu'à présent la « pierre angulaire de la stabilité stratégique dans le monde ».

Or, y voyant un obstacle à son plan de défense antimissile, Bush, le 13 décembre 2001, avant la fin de la guerre en Afghanistan, a

averti la Russie de son retrait unilatéral, et le 14 juin 2002, six mois après, il s'en est retiré formellement, selon l'article 15 de ce traité.

Cet unilatéralisme trouve son expression aussi dans le mépris des institutions internationales déplaisantes. L'administration Bush se montre hostile à toute organisation ou à toute institution internationales, même à l'ONU, qu'elle considère capables de restreindre sa liberté.

L'exemple le plus représentatif en est la guerre d'Iraq que l'administration Bush avait entreprise au mépris de l'ONU. Le magazine sud-coréen *Sindong-a*, dans son numéro de mai 2003, a écrit : « La Charte de l'ONU qui considère la guerre comme un moyen d'autodéfense contre l'agression extérieure n'est rien d'autre qu'un document nul aux yeux des faucons de l'administration Bush. » Le jour où les Etats-Unis ont entrepris la guerre contre l'Iraq au mépris de l'ONU, Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, a déploré : « Aujourd'hui, c'est un jour triste pour l'ONU et la communauté internationale. »

Bush, refusant la Cour pénale internationale nouvellement créée, a réduit sa compétence. Le premier juillet 2002, à La Haye, sous l'approbation de plus de 140 pays, a été mise en place la Cour pénale internationale, avec pour compétence de poursuivre les individus qui ont commis, entre autres, des génocides, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

Le lendemain, Bush a publié que les Etats-Unis ne pouvaient nullement la reconnaître ni participer à toutes opérations onusiennes de maintien de la paix tant que leurs soldats mobilisés dans ces opérations ne bénéficieraient pas de l'absolution.

Bush a suspendu la contribution au Fonds de l'ONU pour la population (UNFPA). Le 22 juillet 2002, le porte-parole du département d'Etat des Etats-Unis a annoncé que les Etats-Unis ne payeraient pas 34 millions de USD, allocutions de planning

familial de l'UNFPA, dont la prestation avait été votée par le Congrès, et que cette somme serait remise à la disposition de l'agence d'exploitation du Congrès pour le propre emploi des Etats-Unis.

Bush a souvent eu l'impudence de boycotter les conférences internationales déplaisantes. A la fin d'août 2001, mu par sa politique pro-israélienne unilatérale, il a boycotté une conférence mondiale contre le racisme en Afrique du Sud, et une conférence au sommet mondiale sur le développement continu tenue dans le même pays, de la fin d'août au début de septembre 2002, s'attirant ainsi la condamnation mondiale.

Les Etats-Unis accusent l'OMC (Organisation mondiale du commerce), appelée à réduire multilatéralement les distorsions commerciales, d'être en train de se transformer en une institution antiaméricaine.

Selon les médias étrangers, si ce dont doutent les Etats-Unis aujourd'hui devient une certitude, l'OMC risque de ne plus détenir que le droit de négociation, privé de pouvoir réel, comme l'avait été l'ONU, et tout porte à croire que le Fonds monétaire international est résigné à un tel « sort ».

L'unilatéralisme de l'administration Bush se révèle ouvertement au sujet de la « guerre contre le terrorisme ». Lors d'une conférence de sécurité internationale à Munich, Wolfowitz, vice-secrétaire d'Etat à la Défense des Etats-Unis, a déclaré avec cynisme, devant les ministres de la Défense de 43 pays, y compris les alliés de l'Occident, la Chine et la Russie, qu'en cas de besoin les Etats-Unis modifieraient l'actuelle coalition antiterroriste, agiraient en franc-tireur et rallieraient diverses autres alliances à leur guerre contre le terrorisme.

Le 15 septembre 2001, lors d'une session de son cabinet de guerre où Bush devait décider d'entreprendre une guerre contre le terrorisme, il a fait remarquer qu'il n'avait pas l'intention de laisser

quelque autre pays en normaliser les conditions et que, probablement, il pourrait arriver aux Etats-Unis de devoir agir seuls.

Le *Los Angeles Times* dans son édition du 24 octobre 2001 a relevé qu'après l'incident du 11 septembre l'opinion intérieure et extérieure considérait que l'administration Bush avait, à la place de son unilatéralisme habituel, adopté une nouvelle position qu'était le multilatéralisme, mais que la réalité était le contraire. Les Etats-Unis n'ont pas abandonné leur unilatéralisme, ajoutait-il, ni changé d'attitude, entre autres sur le protocole de Kyoto, et le traité sur l'interdiction des essais nucléaires, et faisaient peu de cas de l'ONU ; en réalité, dans un certain sens, la « guerre contre le terrorisme » poussait plus que jamais les Etats-Unis vers l'unilatéralisme.

Charles A. Kupchan, professeur à l'université de Georgetown aux Etats-Unis, a affirmé : « Les tendances unilatérales, entre autres le mépris de l'ONU, le renversement des gouvernements d'autres pays, l'attaque préventive, l'attaque aérienne chirurgicale, l'occupation d'autres pays, se produisent excessivement au fil des jours. Tout a perdu l'équilibre. Les Etats-Unis sont presque en état d'hystérie. »

Même les spécialistes américains des affaires diplomatiques ont révélé que l'administration Bush ne voulait nullement écouter les autres, en remarquant que, depuis quatre décennies d'étude de la diplomatie américaine, ils voyaient pour la première fois une administration qui se croit la meilleure et que, si elle continuait sur cette lancée, les Etats-Unis deviendraient en effet un pays voyou.

Primauté du recours aux forces armées

Les néoconservateurs au sein de l'administration Bush sont non seulement les partisans de l'unilatéralisme, mais encore, de

par leur nature, les partisans intransigeants.

Ils ont fait leur la conception du monde de Ronald Reagan qui, dans les années 1980, avait taxé l'Union soviétique d'« empire du mal », et leur doctrine est essentiellement fondée sur le vieil antagonisme idéologique du temps de la guerre froide. L'essentiel en est que la « force fait la justice ». Ils croient que, maintenant que les Etats-Unis exercent leur suprématie militaire, c'est justement le moment de réaliser ce dont rêvait Reagan.

Leurs forces se trouvent profondément enracinées au sein du département de la Défense qui, insistent-ils, doit leur servir de tourelle de commandement dans la réalisation de leurs objectifs politiques par la force. Un groupe de néoconservateurs, nommé *Project for the New American Century* organisé le 3 juin 1997, a noté, dans sa « plate-forme », que les Etats-Unis s'étaient fixé pour objectif du nouveau siècle le développement de l'armement, l'accroissement des forces armées et la confrontation avec les Etats hostiles, en vue de s'acquitter de leurs devoirs qu'ils assument devant le monde. Cela a fasciné Bush, et la guerre contre le terrorisme qu'il a entreprise est un théâtre d'action des néoconservateurs qui préconisent la primauté du recours aux forces militaires.

Sitôt après son entrée en fonction, Bush a défini comme politique extérieure de réaliser, sous l'enseigne de l'« internationalisme des Etats-Unis », leur hégémonie mondiale par la force. Lors de son discours annuel sur la politique gouvernementale à la fin de février 2001, il a défini comme principe diplomatique l'« internationalisme des Etats-Unis ». Il s'agissait là d'une théorie de l'omnipotence de la force.

Le lendemain de son investiture, Bush a affirmé que son administration se préoccuperait essentiellement de manifester « la force et le prestige des Etats-Unis » au monde, et que « la paix serait garantie par la force des armes » et on ne sait quoi encore,

avant de déclarer traiter des problèmes internationaux par la force. Lui et Powell ont annoncé que les valeurs des Etats-Unis sont les « meilleures », en préconisant qu'elles seraient propagées dans d'autres pays avec à l'appui l'immensité de leur « potentiel militaire et économique ».

Entreprenant la « guerre contre le terrorisme », l'administration Bush a choisi parmi les stratégies de guerre des Etats-Unis celle de « tirer les premiers » et s'est mise à pratiquer la primauté du recours aux forces armées.

Dans son premier rapport sur la stratégie de sécurité nationale présenté en septembre 2002 au Congrès, Bush a proposé le cadre de la stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis pour le XXIe siècle, par synthèse des mesures politiques qu'il avait lui-même prises en matière de sécurité nationale depuis son entrée en fonction, formulant ainsi l'essentiel de la stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis – tirer les premiers. Jusque-là, cette stratégie était, en apparence, la « défense » – dissuader l'« ennemi » ou repousser son agression. La stratégie de dissuasion à l'égard de l'ex-Union soviétique, la guerre du Golfe entreprise pour repousser l'invasion du Koweït par l'Iraq et la guerre d'Afghanistan lancée en représailles aux attentats terroristes du 11 septembre en sont l'expression.

Au début de 2002, cette stratégie « défensive » était remplacée par celle de tirer les premiers. Cette nouvelle stratégie avait été suggérée le 31 janvier par Rumsfeld qui donnait une conférence sur la future politique militaire des Etats-Unis à l'Université de la Défense nationale, puis définie formellement par Bush en juin, dans son discours à la cérémonie de remise des diplômes de l'Académie West Point.

Selon un rapport de Bush sur la stratégie de sécurité nationale, pour prévenir les actes d'agression terroristes, les Etats-Unis ont choisi d'« agir les premiers si besoin est » ; cela voulait dire qu'ils renonçaient à leur stratégie de « dissuasion et de blocus » du temps de

la guerre froide pour passer formellement à celle de tirer les premiers.

Cette stratégie consiste, en un mot, à prendre des mesures préventives et à tirer les premiers, contrairement à la nature de la défense nationale, pour écraser l'« ennemi » avant qu'il ne lance un défi aux Etats-Unis. Cette idée se trouve traduite dans le mot de Rumsfeld : « Une attaque excellente est la meilleure défense. »

Comme les groupes terroristes n'ont ni territoire ni population à défendre, les dissuader par menace de représailles n'a aucun sens, disait Bush, et d'ailleurs, si les « Etats voyous » leur livrent clandestinement des armes de destruction massive ou attaquent directement les Etats-Unis par missiles, la stratégie de blocus restera sans effet. C'est Wolfowitz, vice-secrétaire d'Etat à la Défense et représentant des néoconservateurs qui, après l'« incident du 11 septembre », a incité le régime de Bush à s'opposer par la force aux « Etats voyous » soutenant le terrorisme – à tirer le premier. Ainsi la politique de dissuasion nucléaire a-t-elle été remplacée par la stratégie d'attaque préventive nucléaire.

A l'époque de la guerre froide, les Etats-Unis ont choisi de réaliser leur suprématie nucléaire absolue sur le globe et d'acquérir la capacité de vaincre complètement leur ennemi principalement par les armements offensifs nucléaires pour dissuader l'ex-Union soviétique, et cette stratégie de dissuasion nucléaire continuait depuis.

En 2001, Bush a réexaminé sa politique nucléaire et, en janvier 2002, en a soumis les résultats au Congrès, un rapport dans lequel, exposant en grandes lignes la politique nucléaire des Etats-Unis pour les cinq à dix ans à venir, il a préconisé la modification de la stratégie de dissuasion nucléaire en cours.

Le rapport comprenait des choses confidentielles : il désignait la RPDC ainsi que la Chine, la Russie, l'Irak, l'Iran, la Libye et la Syrie comme les cibles précises de l'attaque nucléaire des Etats-Unis et étendait considérablement la marge et les méthodes d'emploi d'armes nucléaires.

Ainsi s'est-il produit un revirement dans la stratégie nucléaire des Etats-Unis – qui consistait à posséder des armes nucléaires comme une force dissuasive et à ne les employer qu'en dernier ressort – et se sont-ils fait de nouveaux prétextes pour leur emploi.

Et le rapport en question incluait dans la liste des cibles de l'attaque nucléaire des Etats-Unis cinq pays non nucléaires ; cela voulait dire que les Etats-Unis annulaient leur stratégie nucléaire en cours – ne pas employer d'armes nucléaires contre les pays non nucléaires membres du TNP tant qu'ils n'attaquent pas les Etats-Unis de concert avec un pays nucléaire – et avaient choisi de tirer les premiers sur eux avec des armes nucléaires.

A cet effet, l'administration Bush a décidé de développer des armes nucléaires de petite taille et de type nouveau, et ainsi les armements nucléaires des Etats-Unis, considérés jusque-là comme moyens de dissuasion, sont-ils devenus des moyens d'attaque.

Conformément à la nouvelle stratégie nucléaire proposée par ledit rapport, les trois éléments de la stratégie de dissuasion nucléaire – missiles balistiques intercontinentaux, missiles balistiques portés par sous-marin et armements nucléaires portés par bombardier stratégique – ont été remplacés par armements nucléaires stratégiques, système de défense antimissile et armes conventionnelles de haute technologie. De plus, les dépenses militaires ont augmenté au plus haut point depuis la fin de la guerre froide : de 100 milliards de USD en deux ans depuis l'« incident du 11 septembre », c'est-à-dire qu'elles étaient en 2003 d'à peu près 400 milliards de USD, soit plus de la moitié du total de celles de tous les pays du monde.

Parallèlement au développement des armements, les Etats-Unis tentent une réforme militaire radicale visant à accroître la mobilité et la souplesse de leurs forces armées, à établir un système de défense antimissile et à renforcer la capacité de recueillir des informations, cherchant à préserver leur suprématie militaire.

La théorie néoconservatrice de l'administration Bush sur l'omnipotence de la force militaire est mise en pratique à travers les guerres contre des Etats souverains.

Après les guerres d'Afghanistan et d'Iraq, les néoconservateurs des Etats-Unis réclament de plus en plus une attaque militaire contre la RPDC et la Syrie.

Le quotidien japonais *Asahi Shimbun* a noté le 3 avril 2003 : « Le "néoconservatisme" prétend qu'il faut aller jusqu'à employer un moyen qu'est la guerre pour étendre la "démocratie" et le "libéralisme économique" américains à travers le monde et que c'est là la mission qu'assume devant l'histoire la superpuissance américaine. Moderniser l'armée, renverser les régimes des pays hostiles aux Etats-Unis et prendre conscience d'un rôle particulier de ceux-ci dans la communauté internationale, voilà l'objectif du néoconservatisme, celui de l'actuel régime. »

Politique extérieure rendue religieuse

Les néoconservateurs sont pour la plupart d'origine juive, mais ils ont rallié Cheney, Rice et Rumsfeld qui sont des chrétiens. C'est que, malgré la différence de leurs religions, le néoconservatisme et l'administration Bush ont un point commun – rendre la politique extérieure religieuse.

La religion exerce souvent une grande influence sur la politique extérieure de Bush. Comme il avait persévéré à favoriser les chrétiens de droite au sein du parti républicain, disait-on, Bush a pu bénéficié d'une aide importante de leur part pour l'emporter sur Gore lors de l'élection présidentielle de l'année 2000.

On estime que ce qui distingue l'administration Bush de ses homologues républicaines après la Seconde Guerre mondiale, c'est, outre l'unilatéralisme, la coalition des grandes entreprises et de la

religion de droite dont elle représente les intérêts et sur laquelle elle repose à l'intérieur du pays.

Cette coalition méprise d'autres pays développés pour leur société laïque et joue un rôle incomparablement important dans l'élaboration de politiques par rapport aux précédentes administrations. En ce qui concerne ce sur quoi s'accordent les deux groupes qui la constituent, l'administration Bush l'adopte pour sa politique, quoi qu'on en dise à l'intérieur comme à l'extérieur, mais pour ce qui est partagé entre eux, elle hésite. Par exemple, les deux groupes sont d'accord sur la politique latino-américaine, mais non sur celle du Moyen-Orient, c'est-à-dire que le milieu des affaires est favorable à l'Arabie saoudite, et les chrétiens de droite, à Israël. En un mot, c'est de l'appui à Israël que vient le point commun entre l'administration Bush et les néoconservateurs – dont l'immense majorité est d'origine juive – et qui sont favorables au gouvernement de Sharon.

Bush parle souvent de sa dévotion, qu'il introduit dans les affaires de son administration. Il cherche à promouvoir son initiative d'accorder aux organisations chrétiennes des milliards de dollars dans le cadre des plans fédéraux pour leur permettre de participer à des œuvres sociales. Sa dévotion est à l'origine de cette politique, contrevenant aux droits civiques et à la Constitution stipulant la séparation de la religion et de l'Etat. Elle lui a permis, dit-il souvent, de cesser de boire et de recommencer sa vie à plus de 40 ans. Liée à son ignorance, elle entraîne de très graves conséquences dans sa « guerre contre le terrorisme ».

Au lendemain de l'« incident du 11 septembre », Bush a fait commencer à Rumsfeld une session du cabinet par une prière, puis, il a lancé publiquement le sophisme de l'« axe du mal », classifiant à sa fantaisie les forces politiques internationales.

Le 30 janvier 2002, dans sa *State of the Union Address*, il s'en est arbitrairement pris à la RPDC, en disant avec bêtise qu'elle

formait un « axe du mal » avec l'Iran et l'Iraq. Il s'agissait de son dessein de profiter de l'« incident du 11 septembre » pour prendre pour critère le terrorisme et diviser de nouveau le monde en « bon et mauvais ». En d'autres termes, les pays favorables à la « guerre contre le terrorisme » des Etats-Unis font partie de la catégorie du « bien », et ceux qui ne le sont pas, de celle du « mal ».

Ce sophisme est fondé sur une idée simple mais dangereuse de supprimer à coup sûr le « mal ».

L'opinion de Bush et son concept du « bien et du mal » étaient, disait-on, le produit de l'émotion que lui avait donnée la lecture de *Eastward to Tartary* de Robert Kaplan, faite en mars 2001 dans sa villa présidentielle à Camp David.

Le livre en question traite de divers litiges locaux, et l'essentiel en est que « le monde est obscur et que, historiquement, les grandes nations ont lutté contre cette obscurité ». Après la lecture du livre, Bush a invité l'auteur Kaplan à la Maison Blanche et a eu avec lui 45 minutes de débat, en présence de ses principaux assistants, et a fini par se faire l'idée qu'« il y a au monde des bandes de mauvais que les Etats-Unis sont destinés à combattre, allant jusqu'à les anéantir au besoin», et par inventer une bêtise : « l'axe du mal ».

Du point de vue de Bush, tous les pays du monde se partagent en « pays du bien et en pays du mal », avec le terrorisme pour critère, et la « guerre contre le terrorisme » visant à faire disparaître ces pays du « mal » est une « guerre conforme à la morale », et une telle « guerre, c'est la paix ».

Ce sont ces idéaux de la politique extérieure religieuse de Bush que les néoconservateurs concrétisent et exaltent.

L'apparition d'une sorte de « théorie de l'antagonisme culturel » aux Etats-Unis a fait naître une argumentation telle que la culture islamique est diamétralement opposée à la culture chrétienne de l'Occident. Les néoconservateurs en trouvent la

preuve dans l'« incident du 11 septembre » et défendent que l'unique moyen de mettre un terme à cet antagonisme est de transformer l'ensemble du monde islamique et de le conduire vers la démocratie occidentale. Ainsi, en entreprenant la guerre contre l'Iraq, les Etats-Unis visaient finalement à « démocratiser » les forces islamiques du Moyen-Orient à l'américaine.

Le 16 septembre 2001, lors d'une conférence de presse donnée à la Maison Blanche, Bush a employé à sept reprises les termes « mal » ou « malfaiteurs » et décrit la « guerre contre le terrorisme » comme une « croisade ». Comme une croisade est une expédition agressive entreprise au Moyen-Age par les chrétiens en massacrant les musulmans et en s'emparant des Lieux saints qu'ils occupaient, c'est une expression qui attise l'aversion et la désapprobation chez les musulmans, qui ont accusé Bush de son emploi, en disant que les Etats-Unis projetaient une invasion militaire visant à diviser la communauté musulmane. Force lui était de retirer ses paroles et de s'en excuser, mais ses idéaux de politique extérieure religieuse n'ont guère changé.

2) LE NEOIMPERIALISME

Spectre de *Pax Americana*

La « guerre contre le terrorisme » de l'administration Bush fait retentir les chœurs de *Pax Americana* aux Etats-Unis.

Pax Americana, comme *Pax Romana* et *Pax Britannica*, signifie que « l'hégémonie mondiale des Etats-Unis garantit la paix et la stabilité du monde ». Pour ainsi dire, si les Etats-Unis, possesseurs de la suprématie militaire, jouent le rôle de police mondiale pour établir un ordre mondial, la paix et la sécurité

seront assurées sur la planète, tout comme, autrefois, la paix était venue à la suite de la conquête par l'Empire romain des pays et tribus voisins, et que le monde était relativement paisible à la suite de l'établissement de ses colonies par l'Empire britannique en Inde et dans le reste du monde après avoir vaincu ses concurrents comme l'Espagne. C'est purement et simplement un sophisme.

Se référant à une telle « théorie de la paix garantie par l'hégémonie », les néoconservateurs et certains autres politologues des Etats-Unis ont offert des bases théoriques à la « guerre contre le terrorisme » de l'administration Bush.

William Kristol, rédacteur en chef du *Weekly Standard* et président du groupe *Project for the New American Century* qui regroupe Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz et tous les autres chefs des durs de l'administration Bush, a justifié, dans son livre publié en janvier 2003, l'attaque des Etats-Unis contre l'Iraq, en faisant remarquer que l'hégémonie mondiale des Etats-Unis favorise non seulement les intérêts de leur pays, mais aussi la paix mondiale.

Le groupe en question a déjà prétendu dans sa déclaration constitutive que, s'ils voulaient s'acquitter des devoirs qu'ils assument devant le monde, les Etats-Unis devaient avoir pour objectif de promouvoir la « liberté » politique et économique à travers le monde, d'établir et d'étendre un ordre international qui convenait à la sécurité, à la prospérité et aux principes des Etats-Unis.

Certains succès remportés dans la guerre d'Afghanistan et la « guerre contre le terrorisme » inspirent officiellement la théorie du « néoimpérialisme » aux Etats-Unis. Les principaux médias des Etats-Unis vont jusqu'à comparer l'Empire d'Amérique en projet avec les anciens empires romain ou britannique, ce qui est devenu un phénomène général. En réalité, ces dernières années, le *New York Times* et autres journaux n'ont cessé de souffler le « néoimpérialisme ». Dans *Politics of the Brave*, l'auteur écrit que « probablement notre postérité considérera les Etats-Unis du XXIe

siècle comme une république ou un empire exceptionnel ».

Les livres sur le sujet de l'« empire » sont devenus des best-sellers. Leurs auteurs ont relevé que, après l'industrialisation, le système capitaliste avait été modifié pour acquérir un caractère mondial non plus borné au cadre des Etats nationaux bourgeois. Et ils ont ajouté qu'il s'agissait d'un « empire » foncièrement différent de l'impérialisme, d'un modèle américain et que cet « empire » n'était pas contraire à la liberté et à la démocratie, mais, à l'opposé, avait pour mission de les propager à l'échelle mondiale.

D'après le journal russe *Izbestzia* du 27 août 2003, l'empire en voie de formation aujourd'hui tente de mettre toutes les régions du monde sous le contrôle des Etats-Unis, de les subordonner à leurs intérêts stratégiques, de supprimer graduellement toutes frontières étatiques, nationales, religieuses, culturelles et sociales et d'assujettir toute l'humanité à l'unique système politique et économique mondial, pour ainsi modifier qualitativement la structure du monde. Dans cet « empire » fait son apparition l'« américanisme » en tant que forme politique et économique.

Après l'« incident du 11 septembre », nombre de savants et d'hommes politiques des Etats-Unis ont publié l'un après l'autre des articles pour déclarer, avec à l'appui le potentiel militaire et économique de leur pays, qu'« un Empire d'Amérique est déjà advenu et que les Etats-Unis d'aujourd'hui n'étaient pas seulement un empire où le « soleil ne se couche pas » (le Grand Empire britannique), mais l'unique et nouvel empire mondial, le premier du genre dans l'histoire, un pays qui transforme la Terre sous un jour nouveau comme il l'entend.

Les Américains croient que, leur pays étant une nouvelle espèce d'empire, ils pourraient en tirer des avantages privilégiés. D'après un sondage publié le 30 septembre 2003 aux Etats-Unis, à peine 40 pour cent des interrogés trouvent qu'il est erroné de penser que les Etats-Unis sont un « impérialisme ».

Enivrés de la victoire dans les guerres avec l'Afghanistan et l'Iraq, les conservateurs américains vont jusqu'à prétendre que les Etats-Unis doivent reconnaître leur mission d'« empire mondial » et se préparer à s'en acquitter.

D'après les médias conservateurs, que les Etats-Unis jouent un rôle d'impérialisme, c'est le moyen le plus réaliste qui soit pour faire front au terrorisme ; aussi, désormais, en tant qu'« empire libre », ne doivent-ils pas hésiter à employer la force si besoin est.

Andrew J. Bacevich, professeur de relations internationales à l'université de Boston, a indiqué le 20 avril 2003, dans un article publié dans le *Washington Post*, qu'aujourd'hui les Etats-Unis avaient l'ambition de s'ériger en empire, que le président Bush l'avoue ou non, et que l'époque de *Pax Americana* serait bientôt arrivée dans le monde. Depuis l'« incident du 11 septembre », l'administration Bush tente de s'acquitter du devoir d'empire des Etats-Unis sous le couvert de la guerre contre le terrorisme, ajoutait-il, et le temps est venu où il lui faut parler de façon directe de son dessein et faire des préparatifs pour l'« emprise de l'empire », entre autres la formation des fonctionnaires qui seraient chargés des affaires administratives de l'époque de l'empire, et notamment du département de la Défense.

Rêve chimérique d'« empire mondial »

La plate-forme du parti républicain stipule que les Etats-Unis ne doivent pas chercher à devenir un empire ni à contrôler le monde, s'appuyant sur les capacités, mais pratiquer une politique extérieure modeste. Mais, la politique extérieure de l'actuelle administration Bush n'est nullement modeste.

Le 26 juin 2003, Rice a affirmé, estimant que le projet d'un « monde multipolaire » risquait d'avoir pour effet de ranimer la

rivalité entre les puissances de l'époque de la guerre froide, que l'administration Bush considérait que, pernicieux, le projet serait voué à l'échec. Le monde multipolaire, ajoutait-elle, maintenant encore soutenu par certains pays, n'a pu apporter l'union, et il est devenu un mal inévitable. Bien qu'il n'ait pas entraîné de guerre, il n'a pu pour autant contribuer à la paix. Le projet d'un monde multipolaire est une théorie incitant à se disputer les intérêts et la victoire, et dans le pire des cas la vision des valeurs. Aujourd'hui, cette théorie crée un danger pour la « guerre contre le terrorisme ».

Cela veut dire que les grandes puissances doivent s'unir, au lieu de leur présenter un défi, autour des Etats-Unis dans la « guerre contre le terrorisme » et assurer ainsi la paix mondiale. Une assertion tout à fait conforme à la logique de *Pax Americana*.

Rice a précisé que, maintenant que le monde était devenu complètement unipolaire, c'est-à-dire qu'il y avait au monde les Etats-Unis – unique « empire mondial » –, tous les pays du monde devaient se conduire en conséquence et leur obéir.

D'après le journal russe *Nezabissimaya Gazetta* du 30 juillet 2003, dans une interview accordée à ce quotidien, Richard Boucher, porte-parole du département d'Etat des Etats-Unis, s'agissant des propos de Rice, a précisé la position de son département à l'égard d'un monde multipolaire, en disant qu'il croyait qu'il existe en réalité un seul pôle pour tous les pays. Ainsi n'a-t-il pas caché l'ambition des Etats-Unis d'unipolariser le monde sous l'égide des Etats-Unis.

La théorie des « Etats en faillite » est un autre sophisme qu'a lancé l'administration Bush pour réaliser son ambition « néo-impérialiste ». Elle a été mise au point au début des années 1990. En 1994, la CIA a organisé à ses frais un *Special Group for Failed States* avec pour mission d'estimer la « faillite d'Etat » à l'échelle mondiale et d'en donner l'alerte. D'après le rapport de ce groupe, la « faillite d'Etat » signifie que, au sein d'un pays, le pouvoir du

gouvernement central s'effondre subitement, partiellement ou totalement, causant des troubles sociaux. L'« Etat en faillite » de l'époque était l'ex-« Westphalian States », à l'intérieur duquel le gouvernement avait perdu son autorité et ses capacités de contrôle juridique.

Depuis l'« incident du 11 septembre », les Etats-Unis croient que, étant donné que les « Etats en faillite » servaient de berceau ou d'asile aux terroristes, menaçant gravement la sécurité mondiale, il fallait considérer comme en faisant partie les Etats soutenant le terrorisme international ou admettant les activités terroristes sur leur territoire.

Comme ces « Etats» n'ont pas droit de cité dans la communauté internationale, estimaient les Etats-Unis, la communauté internationale, certains Etats ou un Etat sont non seulement en droit d'agir contre eux, mais aussi de remplacer leurs gouvernements par d'autres pour empêcher le terrorisme qui menace la communauté internationale. La théorie des « Etats en faillite » – dont font partie aussi les « Etats voyous » et les Etats de l'« axe du mal » –, devenue le refrain de l'administration Bush, sert effectivement aux Etats-Unis pour intervenir manu militari dans le monde.

Si le néoimpérialisme est une politique en cours de l'administration Bush, il est défendu par la théorie des « Etats en faillite ». Les néoconservateurs des Etats-Unis ont sollicité leur administration de créer avec les pays de l'Occident une nouvelle organisation internationale susceptible de remplacer l'ONU au XXIe siècle et sous le contrôle des Etats-Unis, de faire front aux « Etats en faillite » d'une manière impérialiste et de résoudre les problèmes complexes, dont le terrorisme, auxquels la communauté internationale se trouve confrontée.

La revue sud-coréenne *Sindong-a* a noté dans son numéro de mai 2003 que les Etats-Unis sous l'administration Bush révélaient leur volonté d'assurer leur prédominance dans les relations

internationales dont avait bénéficié l'Empire romain et cherchaient à occuper la position d'« empire mondial » du XXI[e] siècle après avoir méprisé l'ONU par leur agression contre l'Iraq.

Cependant, la diplomatie et le dispositif de sécurité des Etats-Unis n'ont pas su tirer la leçon des empires qui avaient existé dans l'histoire. Les médias des Etats-Unis et autres de l'Occident avertissent que, si les Etats-Unis cherchent à réaliser leur ambition d'empire à travers la « guerre contre le terrorisme », ils devront le payer cher et se mettront dans une situation désespérée.

Newsweek, dans son édition du 2 juillet 2003 et dans un article intitulé *Excessive Miscalculation of Neoconservatives*, a relevé que les néoconservateurs des Etats-Unis s'étaient mis dans une impasse et se trouvaient confrontés à des critiques toujours plus violentes tant de l'intérieur que de l'extérieur.

Albright, ex-secrétaire d'Etat des Etats-Unis, a blâmé violemment l'actuelle administration Bush de sa politique extérieure unilatérale fondée sur la force, révélant qu'elle s'était attiré l'antipathie de ses alliés et de nombreux autres alliés virtuels et avait créé des difficultés aux intérêts de son pays à cause de son action unilatérale et de ses paroles excessives.

Le quotidien *USA Today*, du 23 septembre 2003 a fait remarquer que la sollicitation par Bush à l'ONU d'une aide à la reconstruction de l'Iraq signifiait sa reconnaissance tacite que l'administration des Etats-Unis était sur le point d'opérer un revirement dans sa politique extérieure, et que cette pression avait affaibli les forces néoconservatrices du Pentagone et des offices du vice-président Cheney et du sous-secrétaire d'Etat John Bolton.

Le *Washington Post* du 20 avril 2003, dans l'article intitulé *The Perils of Empire*, a donné cet avertissement :

« Ce n'est pas que l'histoire se répète immanquablement de la même manière. Mais elle a souvent fait goûter l'amertume à ceux qui la méprisaient. »

* * *

La « guerre contre le terrorisme » de l'administration Bush sera inévitablement vouée à l'échec à cause de son illogisme lié à un unilatéralisme violant la souveraineté des Etats-nations et à une classification simple des forces politiques internationales, ainsi que de son anachronisme fondé sur les courants politiques périmés et religieux.